

# Tribune socialiste

N° 368 / 18 AVRIL 1968 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



A.F.P.



## L'après - Gomulka

Harris Puisais

## Laminage continu

Pierre Belleville

## U.S.A. : Printemps chaud

Henri Rosengart

## Les périls de Caen

Bernard Sizaire

## La pellicule à l'est

Jean Collet

## Belges : A. du Roy nous dit

# En Méditerranée aussi

Marc Heurgon

Les conditions d'une réplique efficace à l'impérialisme américain sont de deux sortes. D'une part il s'agit de définir — en fonction d'une analyse sérieuse des positions de l'adversaire, sur quels thèmes d'action immédiate et sur quel programme à moyen terme la contre-offensive anti-impérialiste peut se développer avec succès. C'est le problème du fond. D'autre part, en fonction de la solution apportée à cette question, il faut définir avec précision quelles alliances et quelles structures peuvent concourir au développement de cette stratégie.

Si l'on veut porter un jugement équitable sur la Conférence des For-

ces Progressistes et anti-impérialistes de la Méditerranée qui vient de se tenir à Rome, on dira qu'elle a en partie résolu le deuxième problème en apportant la preuve — par son existence même — qu'il est désormais possible de proposer une nouvelle forme de consultation entre les forces anti-impérialistes. Cette démonstration n'avait pas jusqu'ici été apportée : l'expérience de Rome, même limitée à une région du globe, a donc de ce point de vue valeur exemplaire : elle sera limitée ; mais la Conférence s'est en même temps rendu compte que pour résoudre pleinement ce deuxième problème, elle devait surmonter les divergences

de fond que pose le premier. Elle n'y a que très partiellement réussi et c'est ce qui, pour le moment, limite encore la portée de l'expérience.

Jusqu'ici les réponses apportées à l'offensive globale de l'impérialisme étaient de trois types que l'on pourrait schématiser ainsi :

1) - La « réponse des Etats » qui consiste à confondre l'action de mouvements progressistes, quand bien même ils sont au pouvoir, et celle de l'appareil d'Etat, mue avant tout par des critères nationaux, voire nationalistes. Une telle démarche rend bien évidemment impossible  
(suite page 3)

## LES POINGS SUR LES I Le retour de Drumont

**A**ux vitrines des librairies, une parution singulière : «Edouard Drumont ou l'anticapitalisme national», dans la collection Libertés que dirige Jean-François Rével, chez Jean-Jacques Pauvert.

On nous dit qu'il s'agit d'une regrettable maladresse, dont les effets seraient multipliés, si nous accordions quelque attention.

On nous dit que cela s'inscrit dans la ligne habituelle des cuistreries d'un Rével, dont la seule gloire provient des « provocations très mesurées » qu'il offre à la fois et tour à tour aux lecteurs de l'Express et du Figaro Littéraire.

On nous dit enfin que l'unité de la gauche exige de la prudence dans le propos et de la mesure dans la protestation. Ce qui explique le silence inattendu d'un certain nombre d'organisations promptes habituellement dans la réaction.

Je songe à l'époque où la France Juive trônait dans toutes les devantures des librairies de France. En ce temps-là Au Pilon bouffait du juif semaine après semaine, s'en pourléchait en se réclamant de Drumont.

Je songe à l'immense lâcheté qui entourait, et permettait les étoiles jaunes, puis les rafles, le Vel-d'Hiv, les camps de la mort, justifiés par avance par Drumont.

On nous dit, que le propre de la liberté est de donner la parole à ses ennemis. Que la droite étant raciste, il faut au nom du respect des opinions des autres lui donner la parole.

On nous dit, que seul le sectarisme nous empêche de voir qu'il y avait de la bonne volonté chez Drumont, et que malgré ses égarements, il y a comme on dit un ton, qui méritait de survivre.

Je songe à mon ami Zubert, disparu du banc de mon école pour un ailleurs, dont il n'est jamais revenu ; parce que juif. A l'immonde bêtise, dans laquelle se vautraient tous ceux qui avaient été pervertis par les fidèles de Drumont, et qui les rendait auteurs ou complices de ce crime.

Et je dis que rien n'excuse cette nouvelle édition, sous l'autorité d'un Rével, qui ne peut plus se réclamer de la gauche — et de sa politique culturelle dérisoire — que par imposture (1).

Christian GUERCHE.

(1) Jean-François Rével est chargé dans le contre-gouvernement que préside François Mitterrand des Affaires Culturelles.

## Cadres : avec les autres ou à part

«**L**e grand problème social de cette fin du vingtième siècle est, dans une large mesure, le problème des cadres. » C'est André Malterre, secrétaire général de la C.G.C., qui parle. Devant lui, cinq mille cadres réunis en meeting salle Pleyel à Paris le 3 avril dernier.

Que le problème des cadres soit important, on ne peut en douter. Dans une société comme la nôtre où tout se transforme, le cadre sent que tout craque autour de lui, qu'il n'est plus l'homme installé pour la vie dans la considération et la compétence professionnelles. Il faut relire à ce sujet ce que nous disait Robert Cottave, secrétaire de la Fédération des cadres F.O. (voir T.S. n° 357 du 25 janvier 1968).

Il est certain que les cadres occupent une place qui compte dans la vie économique du pays. Ils sont l'élément vital et dynamique de nombreuses entreprises. Leur rôle est souvent décisif et ils sont, la plupart du temps, les premiers capables de juger de l'évolution de leur entreprise.

Mais là où M. Malterre paraît se tromper, c'est lorsqu'il dit qu'« il s'agit de lutter pour notre indépendance ». Si cette indépendance consiste à revendiquer le rétablissement du plafond de la Sécurité sociale, l'obtention de dégrèvements fiscaux, la défense de la hiérarchie des salaires, cela ne nous paraît pas être le véritable combat. Ce sont pourtant des mots d'ordre de la C.G.C. qui nous semblent plus corporatistes que syndicaux.

Et lorsque le secrétaire général de la C.G.C. clame : « Il faudrait montrer une bonne fois à ce pays ce que représente une grève de cadres », on est tenté de répondre : « Chiche ! » Mais il serait bien étonnant que cette menace soit mise à exécution.

La seule voie d'avenir pour les cadres est de reconnaître « qu'ils sont des salariés comme les autres » (Robert Cottave) ainsi que le prêchent les fédérations rattachées aux centrales ouvrières. Le problème de l'emploi des cadres ne peut être dissocié du problème de l'emploi tout court. C'est l'action de tous les travailleurs qui peut mettre le capitalisme en difficulté et les cadres peuvent apporter armes et munitions à cet ébranlement, en particulier leur capacité à pouvoir remettre en question, vu leur situation et les postes qu'ils occupent, la gestion des entreprises. Là est la voie de « l'indépendance ». □

## L'Hôpital de demain

**D**epuis quatre ans, nous avons régulièrement rendu compte des assises du « Comité national de l'hospitalisation publique » (C.N.H.P.). Celles-ci, jusqu'à présent, avaient dressé le bilan des immenses carences en matière d'équipement et rassemblé les doléances du personnel et des médecins. Cette action avait eu le grand mérite de porter ces problèmes douloureux devant l'opinion publique et nul ne peut prétendre maintenant les ignorer, comme cela avait été le cas pendant si longtemps.

Les derniers « Etats généraux » du C.N.H.P., tenus les 6 et 7 avril, sur le thème « L'hôpital de demain », ont eu, cette année, un aspect constructif et offensif. Différentes commissions réunissant organisations syndicales du personnel hospitalier, administrateurs de Sécurité sociale, représentants d'associations de malades et médecins (ces derniers trop peu nombreux, hélas!) ont étudié les exigences nouvelles d'un travail en équipe des diverses et indispensables catégories de personnel (soins, nourriture, hôtellerie, secrétariat, service social, service administratif, personnel ouvrier), ainsi que les problèmes de coordination entre différents hôpitaux, entre ces derniers et les secteurs de prévention et les secteurs de réadaptation, les besoins en services d'urgence, de chroniques, de personnes âgées.

La nécessité d'une ouverture de l'hôpital sur l'extérieur fut mise en évidence par plusieurs participants : mais pour cela, exposèrent certains, point n'est besoin de créer un secteur privé à l'intérieur des hôpitaux publics et mieux vaudrait faire participer les médecins hospitaliers à l'activité médico-sanitaire de leur circonscription géographique. L'impératif d'une politique globale de la santé s'est finalement imposé à tous les participants.

Face au projet de « réforme hospitalière » préparé par le gouvernement dans le secret des cabinets ministériels, le C.N.H.P. a opposé l'exemple d'une discussion largement publique sur des problèmes qui ne peuvent pas rester affaire de spécialistes.

De trop rares élus participèrent à ces assises, parmi lesquels François Billoux et Marie-Claude Vaillant Couturier, députés communistes,

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du  
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique  
Christian Guerche

Directeur adjoint  
Claude Glayman

Rédacteur en chef  
Eric Bergaire

Administration :

54, boulevard Garibaldi  
Paris-15° - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège  
de l'administration

Directeur de la Publication :  
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

et notre camarade Claude Bourdet, conseiller P.S.U. de Paris, qui intervint dans le débat à plusieurs reprises et dont nous résumerons les interventions dans un prochain numéro. □

## Le téléphone ne répond pas

La grève de 24 heures dans les centraux téléphoniques, le jeudi 4 avril, lancée par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. a été suivie par 12.000 employés, sur un effectif de 20.395. Cette réussite est d'autant plus caractéristique, que le personnel des centraux est exclusivement féminin, donc moins préparé à la lutte revendicative.

1.520 emplois de téléphonistes seront supprimés cette année (mais oui M. Jannes!), avant même que soit appliquée une plus grande automatisation.

Pour éviter les licenciements, les syndicats réclament une reconversion du personnel dans les autres branches des P.T.T., notamment dans le secteur postal : il manque de 10.000 à 15.000 employés.

Face au « Progrès enchaîné », une solution : le licenciement. Belle réussite ! □

**RETENEZ VOTRE  
SOIRÉE DU 13 MAI**

## En Méditerranée aussi

(suite de la page 1)

toute analyse sérieuse du phénomène impérialiste, puisqu'elle intègre au débat soit l'adversaire lui-même — comme ce fut le cas à New-Delhi, soit les complices qu'il s'est trouvés dans les bourgeoisies nationales du tiers monde ou dans les bourgeoisies capitalistes des pays industriels. Dans ce domaine, les conférences préparatoires à celles de Rome avaient déjà fait les choix importants en refusant d'inviter les Destour tunisien, l'Istiqalal marocain, le Gaullisme français ou les différentes forces de la social-démocratie européenne qui n'ont pas encore répudié clairement toute allégeance à l'Alliance atlantique. Il est vrai que le débat a été rouvert, au moins implicitement, à Rome par l'Alliance socialiste de Yougoslavie. Ayant dit depuis des mois à nos camarades yougoslaves à quel point nous sommes en désaccord avec la conception qu'ils ont de « l'élargissement » de nos travaux, nous n'en sommes que plus à l'aise pour déplorer que le texte qu'ils ont proposé, n'ait pas été en commission discuté avec suffisamment de soin. Voilà donc un débat qu'il faudra poursuivre et le P.S.U. ne peut que se réjouir de la proposition faite par nos camarades de Belgrade de mettre au point dans ce but une rencontre bilatérale entre nos deux partis.

2) - La « réponse type Bandoung » qui vise à donner comme ciment à la contre-offensive progressiste un critère fondé sur le plus ou moins haut niveau de développement. Une telle démarche présente du tiers monde une image idéalisée : elle en fait le porteur de la révolution face à la vieille Europe capitaliste dans laquelle elle réduit le mouvement ouvrier à un rôle passif et attentiste. Cette analyse, parce qu'elle passe sous silence les contradictions qui grandissent au sein du tiers monde entre forces progressistes et éléments réactionnaires, laisse comme seul exutoire aux passions populaires les émotions nationalistes. Du même coup, elle ne peut répondre au problème fondamental qui est posé au tiers monde, une fois acquis le préalable de l'indépendance politique, et qui reste la mise en cause des structures économiques et sociales héritées de la colonisation.

Là encore, la Conférence de Rome a fait un choix nouveau en réunissant les forces socialistes des deux rives de la Méditerranée, en liant les perspectives socialistes des pays arabes à la lutte contre le capitalisme européen, en définissant en commun les formes de la lutte à mener contre les bases américaines, la 6<sup>e</sup> flotte U.S., l'Alliance atlantique sous ses diverses formes. Il reste qu'il ne s'agit à l'heure actuelle que d'intentions.

3) - La « réponse type Budapest » qui prétend réserver aux seuls partis communistes la conduite de la lutte

anti-impérialiste. Une telle démarche a l'inconvénient majeur de rejeter d'une discussion qui les concerne au premier chef des forces qui, en Afrique du Nord comme au Moyen-Orient, ont une réalité bien supérieure à celle des partis communistes locaux. Une telle méthode lie la définition d'une stratégie anti-impérialiste au règlement des querelles idéologiques qui partagent le monde communiste ; elle est jusqu'à cette date freinée par les exclusives réciproques. Surtout, cette démarche, en liant étroitement l'offensive anti-impérialiste à la stratégie de l'un des deux blocs, est contradictoire avec le projet des forces non alignées qui se fonde sur la disparition des blocs militaires et non sur leur co-existence. Pour éviter toute équivoque nous rappellerons une fois de plus que nous ne mettons absolument pas sur le même plan le prétendu « monde libre », en fait camp américain, et l'Union Soviétique. Mais nous refusons de subordonner notre stratégie à d'éventuels compromis entre grandes puissances, si celles-ci devaient déboucher, comme ce fut souvent le cas, sur une coexistence entre Etats nantis dont les mouvements révolutionnaires feraient en fin de compte les frais.

Nous avons depuis des mois lutté pour que la présence des partis communistes méditerranéens à la Conférence de Rome soit assurée dans des conditions qui respectent leur représentativité. Nous avons proclamé clairement qu'il n'y aurait pas de conférence anti-impérialiste de la Méditerranée sans la participation de forces aussi importantes que celles du P.C.F. ou des Partis communistes italien et espagnol. Il n'en serait que plus regrettable de constater que le développement de notre entreprise commune au niveau de ses structures ou de ses actions puisse être bloqué par des considérations qui lui seraient extérieures.

En fait les bases de toute véritable union anti-impérialiste ont été fixées de manière magistrale par le secrétaire du Parti des Travailleurs Vietnamiens Le Duan lorsqu'il affirme la nécessaire convergence de trois courants essentiels : « les trois grands mouvements révolutionnaires, l'édification du socialisme et du communisme dans notre camp, le développement des forces anti-capitalistes dans les pays nouvellement indépendants, la révolution socialiste au sein des pays capitalistes-impérialistes, bien que différents dans leur contenu et leur rôle, constituent cependant trois grands courants qui donnent naissance au raz de marée de la révolution socialiste de notre époque ».

Tel est l'éventail qu'a rassemblé la Conférence de Rome pour le secteur de la Méditerranée — ni moins, ni plus.

En ce qui concerne les problèmes de fond, force est bien de constater que les progrès accomplis ont été plus limités. Certes les excuses sont nombreuses : difficultés de ce premier dialogue au niveau du langage et de méthodes d'approche différentes, absence cruellement ressentie de rapports introductifs qui auraient permis de cadrer la discussion, brièveté des débats et totale insuffisance du temps imparti au travail en commission. Aussi les critiques que nous apportons — elles ont amené la délégation du P.S.U. à s'abstenir sur le vote final de la motion d'organisation interne — n'ont-elles pour but que d'attirer l'attention sur les défauts auxquels il serait facile de remédier pour assurer le plein succès de nos rencontres ultérieures.

Trois exemples permettront de mieux comprendre notre point de vue :

1) - Le conflit du Moyen-Orient n'était pas l'objet principal d'une rencontre conçue à l'échelle de toute la Méditerranée, mais c'était une question importante et chacun savait que là résidait le désaccord essentiel entre les forces progressistes des deux rives du bassin. Pour le P.S.U., il n'y a pas de solution durable au conflit israélo-arabe hors de la double reconnaissance de ces réalités qui sont d'une part l'existence de l'Etat d'Israël et d'autre part la volonté du peuple arabe de Palestine de constituer une nation. Nous avions en vain demandé à Bologne en septembre, puis à Rome en janvier que soient invitées des représentants des forces socialistes israéliennes opposées à la politique des partis au pouvoir, en même temps que des représentants des Palestiniens. L'absence des uns et des autres enlevait à la discussion une grande partie de son intérêt ; pourtant il était encore possible, au sein d'une commission réduite, d'aborder le problème au fond, de mieux comprendre les positions de chacun, d'amorcer un processus de discussion réelle ; c'est ce qu'a proposé le P.S.U. à plusieurs reprises, rencontrant sur cette démarche le plein accord des délégations arabes. La procédure choisie par la Conférence a au contraire privilégié un vaste débat d'ensemble, type O.N.U., suite de monologues plus que véritable dialogue. Cette méthode a conduit à adopter sur ce problème du Moyen-Orient une déclaration générale que nous avons votée dans la mesure où elle ne comprend aucune affirmation contraire aux faits comme au mandat que notre Bureau National avait donné à notre délégation. Mais par ce qu'elle ne dit pas, par les problèmes qu'elle esquive, cette déclaration prend un caractère unilatéral qui en réduira la portée. Elle ne facilitera pas notamment au sein du mouvement ouvrier d'Israël l'accélération d'une prise de conscience sur les dangers que la politique pratiquée par la coalition au pouvoir fait courir, compte tenu du rapport des forces, à long terme, à l'existence même d'Israël. Il est donc évident que si l'on veut qu'une véritable dis-

cussion s'engage sur ce point avec nos amis arabes, il faudra prendre d'autres moyens. Dans le cadre des rapports bilatéraux maintenant établis, le P.S.U. fera prochainement des propositions dans ce sens.

\*\*

« Tribune Socialiste » reviendra sur le nouveau développement que connaît la résistance grecque à la dictature des colonels et sur l'unification de ses différents mouvements. Disons seulement que les interventions du chef de la délégation de l'E.D.A. à Rome, Marcos DRAGUMIS, furent particulièrement importantes. Insistant sur la nécessité primordiale d'affronter tout de suite le fascisme en Grèce — « seul pays européen où le virus a pu s'attaquer au corps national depuis la fin de la deuxième guerre mondiale » — DRAGUMIS lança cet avertissement prophétique : « le fascisme c'est comme la peste, c'est contagieux. Ce n'est pas la maladie des autres, c'est un mal qui nous menace tous. »

La Conférence se devait d'agir. Appuyée par la délégation de l'E.D.A. celle du P.S.U. a proposé de constituer immédiatement un Comité de travail chargé de trouver les moyens d'intensifier l'aide matérielle à la résistance grecque. Des considérations extérieures à la Conférence — récente scission au sein du Parti Communiste grec, volonté de ne voir naître à Rome aucune structure permanente — ont amené certaines délégations à s'opposer à toute initiative de ce genre.

\*\*

La liaison évidente entre l'offensive impérialiste et le développement du capitalisme mondial aurait dû conduire la Conférence à se pencher avec une attention toute particulière sur les structures économiques et sociales de la Méditerranée, à rechercher les moyens concrets de modifier la situation présente. Tel n'a pas été le cas. Nous avons tous estimé que nous n'étions pas prêts à apporter dans un tel débat des analyses suffisamment élaborées et des propositions sérieuses. Il nous faut assumer cette carence ; il nous faut répudier le vieux thème raciste suivant lequel les Arabes sont contraints de masquer sous des slogans nationalistes leur incurie à dominer les problèmes économiques. C'est tout autant le mouvement communiste européen, comme l'ensemble de la Gauche socialiste, qui sont incapables d'affronter sur ce terrain le défi capitaliste. De ce côté, la Conférence de Rome a été un révélateur utile. Alors il faut se mettre au travail. Peut-être la proposition du P.S.U., de tenir avant la fin de l'année une nouvelle conférence sur les rapports économiques entre les deux rives de la Méditerranée, était-elle prématurée. Il faut en tout cas que nous sachions que l'objectif d'une telle conférence est pour nous vital. C'est en fin de compte sur ce terrain que la bataille décisive sera ou perdue ou gagnée.

Marc HEURGON.

## Lutte anti-impérialiste

# Une étape utile

Intervention de Marc Heurgon

*Nous donnons ici, l'intervention faite par Marc Heurgon au nom de la délégation du PSU à la Conférence.*

Chers camarades,

Depuis nos rencontres préparatoires de Bologne, puis de Rome en janvier et en mars, il s'est passé un fait de première importance qui devrait nous amener à poser sous un jour nouveau les problèmes de la lutte anti-impérialiste. Le peuple vietnamien a gagné la guerre. Le Président des Etats-Unis a été contraint de reconnaître publiquement que la plus grande puissance militaire du globe devait mettre les pouces, entrer en négociation avec un petit peuple que depuis des années, elle tentait d'écraser sous les bombes et le napalm. M. Johnson a dû promettre de s'en aller. Bref, notre réunion s'ouvre à un moment où non seulement pour nous qui sommes des militants politiques mais pour l'ensemble de l'opinion publique mondiale, il apparaît clairement que l'impérialisme peut être vaincu.

Pour nous, la leçon est d'importance et nous sentons bien que ce qui vient de se passer bien qu'extérieur au théâtre de la Méditerranée, aura des répercussions directes sur notre sort à nous. Qu'on me permette de mettre rapidement en lumière quelques-unes de ces conséquences. D'abord l'héroïsme du peuple vietnamien qui sous la conduite du Gouvernement de la République du Nord-Vietnam et du Front de libération du Sud-Vietnam a montré au monde que face à l'agresseur la solution se trouve d'abord sur le terrain, que face à l'impérialisme le mot d'ordre de paix est un slogan creux et équivoque s'il n'est pas lié à une victoire militaire et politique. Ensuite l'importance de la solidarité internationale des forces anti-impérialistes, dans la mesure où l'aide matérielle et le soutien politique des pays socialistes, des pays progressistes du tiers monde, des forces socialistes à l'intérieur du camp capitaliste, ont puissamment contribué à isoler la diplomatie américaine et ont donné la main à la protestation de forces de plus en plus importantes au sein du peuple américain. La voilà bien la preuve qu'il n'est pas sérieux de déguiser l'affrontement mondial des forces progressistes et des forces impérialistes en le présentant comme un conflit entre « nord » et « sud » entre pays « pauvres » et pays « nantis ». Nous prenons mieux conscience maintenant de la convergence d'intérêts qui anime la lutte des prolétaires dans le monde entier, de la liaison intime entre les luttes révolutionnaires du tiers monde et

les luttes de classes dans les pays industriels. C'est cette solidarité de nos luttes de classe dans les pays industriels. C'est cette solidarité qu'affirmait le camarade Le Duan lorsqu'à Hanoi il célébrait le cinquantenaire de la révolution de 1917 ; c'est encore cette solidarité que manifestait Fidel Castro lorsque recevant l'été dernier à la Havane le leader du pouvoir noir Carmichael, il affirmait que c'était le même combat que menaient les guerrilleros de l'Amérique Latine et la fraction la plus exploitée du prolétariat des Etats-Unis au sein de la principale puissance capitaliste. Il est à nos yeux particulièrement symbolique que l'offensive du nouvel an vietnamien ait été relancée avec une telle ampleur par la révolte des Noirs, jusque dans les rues de New York, de Chicago et de Washington. A un moindre degré comment ne serions-nous pas attentifs à ce phénomène général que traduit la levée de toute une jeunesse étudiante, mettant en cause les traditionnels moyens de transmission du savoir et la gestion des universités. Il nous faut réfléchir sur ce qui vient de se passer à Madrid comme à Rome ou à Turin, à Berlin comme à Louvain. Il nous faut avoir la loyauté de ne pas clore cette liste sans mentionner le Caire et Varsovie et Alger ce qui tend tout simplement à prouver que la construction de la démocratie socialiste est une affaire de longue haleine, que l'indépendance politique laisse intact le problème d'une transformation des structures économiques, sociales, mais aussi culturelles — que même dans les « Etats Socialistes » existent des dangers sérieux de déviation bureaucratique et autoritaire, d'autant plus grands que l'éducation culturelle et politique des masses est insuffisante. Il nous faut affirmer une fois de plus avec force que le refus de toute déviation bureaucratique et autoritaire du socialisme, parce qu'elle écarte les masses de celui-ci, est partie intégrante de la lutte contre l'impérialisme.

### Les contradictions du capitalisme.

Mais il est une autre leçon sur laquelle je crois il est nécessaire d'insister. A force de répéter que l'impérialisme est un phénomène global — ce qui pourtant est vrai — on risque de présenter un tableau inexact de la situation. Nous n'apportons pas généralement dans nos assises une attention suffisante aux contradictions du camp capitaliste. Cela vient de l'insuffisante attention que nous attachons aux phénomènes économiques

et par là-même de notre fidélité à une méthode authentiquement marxiste.

Qui par exemple pourrait nier l'importance déterminante des phénomènes monétaires, de la crise du dollar, dans l'évolution de la situation américaine ? Comment ne pas voir que la politique suivie par le général de Gaulle a dans ce domaine aggravé les difficultés de Johnson ? Comment ne pas être attentif aux contradictions qui parcourent les Etats capitalistes du Marché commun et qui les opposent souvent aux intérêts du capitalisme américain ? Nous devons utiliser de telles contradictions qui affaiblissent l'adversaire, ce qui ne veut évidemment pas dire que nous puissions admettre quelque alliance que ce soit avec une

ranée sont essentiels pour l'évolution de ceux-ci. Comment ne pas voir que toute transformation des structures européennes dans un sens socialiste serait un appoint précieux pour le développement des pays arabes parce que c'est là la condition primordiale à l'établissement d'une coopération véritable.

Comment ne pas être attentifs aux formes nouvelles que peut prendre dans les prochains mois l'offensive capitaliste et comment ne pas se préparer à une réplique qui elle aussi devra être nouvelle. Combattre Johnson, c'était au fond facile parce que nous nous étions habitués au « capitalisme de papa », à l'« impérialisme de la canonnière ». Demain — dans la période de l'après Vietnam — nous aurons sans doute affaire à une autre forme de l'intervention américaine, qu'elle prenne le nom du second Kennedy ou d'un autre. Du même coup les formes d'intervention en Grèce, en Espagne, au Maroc, pourront se trouver modifiées sans que soit changé le projet global. Du même coup, la liaison avec les forces technocratiques et modernistes d'Europe Occidentale, avec les forces bourgeoises d'Afrique du Nord — que l'on songe au Maroc d'Hassan II ou au Destour tunisien — se trouvera sans doute renforcée. Il nous faudra donc éviter deux graves tentatives. La première serait de combattre avec les armes d'hier un capitalisme revigoré par la fin de la guerre au Vietnam, par les leçons qu'il aurait tiré de ses échecs, par les capitaux rendus de nouveau disponibles et prêts à se ruer sur la prochaine proie.

Amérique Latine ? Europe Occidentale ? Sûrement la Méditerranée. La seconde erreur serait de penser un moment qu'il sera possible — au nom d'une fausse conception de la coexistence — de composer avec le capitalisme, ce qui serait renoncer à l'autonomie essentielle du mouvement ouvrier.

### Un dialogue franc

Puisque le problème a été posé par de nombreuses délégations, personne ne comprendrait que le PSU ne dise pas clairement ce qu'il pense de la grave question du Moyen Orient. Il est vrai que nous avons sur ce point une position différente de nos amis arabes et nous nous en sommes déjà

## LES CHEFS DE DELEGATION

**ALGERIE** : Front de Libération Nationale, Gheraieb Abdelkrim.

**CHYPRE** : Parti Progressiste du Peuple Travailleur (AKEL), M. Papayannou.

**ESPAGNE** : Parti Communiste, Enrique LISTER. Organizaciones Frente (FLP - FOC - ESBA), Pedro Ramirez.

**FRANCE** : Parti Communiste, François Billoux. P.S.U., Marc Heurgon.

**GRECE** : Union Démocratique de Gauche (EDA), Marcos Dragumis. Parti Communiste, Nikos Kaloudis.

**ITALIE** : Parti Communiste, Giancarlo Pajetta. P.S.I.U.P., Tullio Vecchiotti.

**MAROC** : Union des Forces Populaires (UNFP), Abdelrahim Bouabid. Parti Communiste, Abdeslam Bourquia.

**PORTUGAL** : Front Patriotique de Libération Nationale, Piteiras Santos Fernando.

**REPUBLIQUE ARABE UNIE (Egypte)** : Union Socialiste Arabe, Hussein Zulficar Sabri.

**SYRIE** : BAAS, Kamal Hussein. **TURQUIE** : Parti Ouvrier, Riza Kaus.

**YOUgoslavie** : Alliance Socialiste, Beno Zupancic.

fraction du camp impérialiste. Cela nous concerne en tant qu'Européens dirons nos camarades de la rive sud. Mais vous savez bien que cela vous concerne aussi dans la mesure où les rapports entre le Marché Commun Européen et les pays de la Méditer-

## CUBA 68 : Un voyage vers le socialisme

Départs de PARIS les 24 juin, 3 juillet, 15 juillet, 24 juillet, 12 août et 4 septembre 1968

\* Une semaine de découverte de CUBA et deux semaines dans un village de jeunes, dont une semaine en travaillant.

PRIX — basse saison (départs des 24 juin et 4 septembre) 1.495 F  
haute saison (autres dates de départ) 1.565 F

\* Une semaine de découverte de CUBA et deux semaines en bungalows.

PRIX — toutes dates de départ 1.715 F

PLACES LIMITEES. ENVOYER D'URGENCE LES INSCRIPTIONS A T.S., 54, bd Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>.



Marc Heurgon et Serge Mallet ont représenté le P.S.U. à la conférence.

expliqués au cours des rencontres précédentes. C'est précisément parce que nous sommes en désaccord qu'il faut discuter. Nous en avons assez de ces monologues qui se succèdent sans que le véritable dialogue s'instaure. Mieux vaudrait dans ce cas aller visiter le Palatin. Il faut que soit créé un groupe de travail sur le Moyen-Orient, puisqu'il s'agit du blocage essentiel entre nous. Il faut discuter 6 heures ou 2 nuits s'il le faut ; jusqu'à ce que nous soyons d'accord ? Jusqu'à ce qu'au moins nous ayons circonscrit les points qui nous opposent et ceux sur lesquels nous pouvons agir en commun. Ici je voudrais simplement affirmer que parce que nous voyons dans la crise du Moyen-Orient, pour une large part le résultat de la politique nationaliste des Etats coloniaux du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècles et que nous avons toujours combattu cette politique, nous ne sommes pas prêts à accepter aujourd'hui que les mêmes critères nationalistes soient repris par des forces progressistes. Au Moyen-Orient comme ailleurs, la lutte des classes doit retrouver les droits qui sont les siens. Le plus grave dans la guerre de juin dernier c'est qu'elle a remis au premier rang des solidarités de type union sacrée entre les forces socialistes arabes et des régimes réactionnaires qui pour être arabes n'en sont pas moins réactionnaires. Nous qui sommes prêts à dénoncer toute collusion avec les banquiers internationaux qui volent au secours du gouvernement de Tel-Aviv nous sommes en droit de demander aux socialistes arabes ce qu'ils peuvent avoir de commun avec les amis de Fayçal ou d'Husseïn. Nous qui saluons la résistance des forces pales-

tiennes nous sommes en droit de demander aux socialistes arabes de ne pas rejeter régulièrement dans les bras de la réaction les masses populaires israéliennes qui de moins en moins se reconnaissent dans la politique que l'on fait en leur nom. Au Moyen-Orient comme ailleurs nous restons persuadés que la solution des problèmes implique la solidarité des forces anti-impérialistes par delà les frontières, les races et les nations.

J'ai jusqu'ici posé des questions. Qu'il me soit maintenant permis d'esquisser quelques propositions. Autant je crois qu'il faut entre nous réserver la possibilité de discussions approfondies — donc longues — ce qui implique la décision de nous revoir et de tenir de nouvelles conférences autant je crois qu'il faut déboucher dès maintenant sur des propositions pratiques.

#### Des propositions pratiques

Je me contenterai de faire quatre propositions pratiques : dont certaines ont été évoquées hier par le camarade Pajetta, au nom du Parti Communiste italien.

1) Sur le Moyen-Orient il faut qu'au terme d'une discussion approfondie, nous soyons capables de dégager sous la forme d'un document les points fondamentaux sur lesquels nous pouvons nous mettre d'accord — quitte à laisser dans l'ombre ceux sur lesquels l'accord n'étant pas réalisé, la discussion devrait continuer entre nous. Il nous faut mettre au point non certes un plan de paix, car nous ne sommes pas des diplomates, mais les bases d'une vaste campagne d'explication que des forces socialistes pourraient lancer en commun

dans les pays respectifs et qui les engagerait conjointement.

2) En ce qui concerne la lutte contre les régimes fascistes en Méditerranée, sans mésestimer un instant la lutte de longue haleine qui depuis des années est menée par les forces de résistance contre Franco où Salazar, c'est à la Grèce qu'il faut, je crois, accorder l'importance majeure, dans la mesure où il s'agit de la dernière agression impérialiste dont il est essentiel d'effacer la tache. Aux organisations de la Résistance Grecque il appartient en toute autonomie de définir les formes de leur combat. Nous nous réjouissons profondément qu'elles situent clairement l'enjeu de la lutte non seulement à l'égard de régime des colonels, mais à l'égard de l'alternative qu'elles entendent ouvrir et qui ne peut se confondre avec la monarchie bourgeoise réactionnaire — qui porte une grande partie de responsabilités dans la situation présente. — Aux forces socialistes de la Méditerranée, il appartient de faire cesser la scandaleuse passivité de l'opinion de gauche à l'égard du peuple grec et de poser les bases d'une véritable solidarité. Cela veut dire qu'il faut d'abord trouver les formes du soutien matériel — et donc d'un soutien financier massif — permettant de développer à l'extérieur une campagne d'information de plus grande ampleur et de trouver à l'intérieur les moyens de résistance efficaces. Nous proposons qu'un groupe de travail de notre conférence détermine pratiquement les moyens de prouver que Rome, Paris, Le Caire ou Alger sont directement concernés quand des colonels souillent l'Acropole de leurs godilots.

3) Dans la mesure où nous sommes persuadés qu'il n'y a pas de lutte anti-impérialiste qui ne soit en même temps une lutte de tous les instants contre les structures économiques et sociales du capitalisme, nous proposons que notre prochaine conférence réunie avant la fin de cette année, se tienne sur un ordre du jour précis. Elle devrait à nos yeux étudier la réponse économique des forces progressistes de la Méditerranée au déficit impérialiste. Problèmes du néocolonialisme et des appuis qu'il trouve auprès des bourgeoisies nationales d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Problèmes de la lutte en Europe Occidentale contre les structures capitalistes du Marché Commun et définition d'une nouvelle forme de rapports entre l'Europe et les pays de la rive sud du bassin méditerranéen. Problèmes du pétrole, des échanges agricoles, des dominations monétaires. Telle pourrait être la trame de nos débats — et ce sont là des questions essentielles. En ce qui concerne l'organisation d'une telle conférence, il nous semblerait souhaitable que nous décidions dès maintenant d'en fixer le lieu dans une des capitales de la rive sud de la Méditerranée, Alger, le Caire ou Damas, et que nous chargions le parti qui accepterait de nous

recevoir d'assurer l'organisation du secrétariat préparatoire prenant ainsi le relai du courageux travail de pionnier amorcé par le PCI et le PSIUP.

4) De nombreuses interventions ont montré l'importance au sein du bassin méditerranéen des mouvements de travailleurs. Plusieurs camarades ont rappelé l'état d'asservissement et d'exploitation des travailleurs étrangers dans les pays capitalistes d'Europe. Nous Français sommes bien placés pour savoir quelle utilisation le régime gaulliste sait faire d'une main-d'œuvre étrangère à bas niveau de qualification, à la fois moyen de pression sur les salaires des ouvriers français et moyen de susciter chez ceux-ci des réactions de type raciste. Il faut que nous nous saisissons de ce problème. Il faut que nous débattions ensemble de l'ensemble des problèmes de la main-d'œuvre et de l'émigration en Méditerranée. Puisque chacun doit prendre ici ses responsabilités, puisque la France est le premier pays européen importateur de main-d'œuvre, puisque la situation des travailleurs espagnols, portugais, italiens, algériens, marocains, grecs, turcs, est en France particulièrement scandaleuse, nous serions prêts en ce qui nous concerne à contribuer à la préparation d'une telle rencontre.

Plusieurs camarades ont semblé soucieux des suites à donner à notre conférence. Faut-il créer dès maintenant un secrétariat permanent ? Le passé nous enseigne la prudence. Il est toujours dangereux de créer une structure rigide qui pourrait être tentée d'imposer le monolithisme là où notre diversité est source de richesse. Sans être nullement fermés en ce qui concerne l'avenir, nous répondons qu'il vaut mieux d'abord apprendre à travailler ensemble, qu'il faut d'abord assurer notre convergence sur les problèmes de fond. Ensuite, mais ensuite seulement, pourra se poser le problème de structures communes. C'est là une constante pour le PSU sur le plan intérieur comme sur le plan international.

#### ☐ Réunions PSU

**MANTES LA JOLIE** : Vendredi 19 avril à 20 h 45, à la Bourse du Travail : Débat public sur la situation de l'emploi, les solutions à apporter et les actions à engager pour arriver au plein emploi : organisé par : F.G.D.S., P.C., P.S.U. avec la participation de : Baietto pour la F.G.D.S., Brière pour le P.C.F., Jacques Malterre pour le P.S.U. L'Union locale C.G.T. et l'Union locale C.F.D.T. seront présentes.

**AMBERIEU (Ain)** : lundi 22 avril - 20 h 45, débat animé par Marc Heurgon « La place des Chrétiens dans la gauche socialiste de demain », à l'initiative de la section P.S.U. du Bas-Bugey.

**LANGRES (Haute-Marne)** : 23 avril - 20 h 45. « Lutte contre l'impérialisme américain », avec Manuel Bridier, membre du B.N., et R. Schulbaum, membre du C.P.N.

**CHALINDREY** : 23 avril - 18 h. « L'extension des droits syndicaux », avec R. Schulbaum, membre du C.P.N.

**CHARLEVILLE (Ardennes)** : Jeudi 25 avril - Foyer Social - 20 h 30, soirée d'information sur le Vietnam, animée par Abraham Behar.

## Résolution

Une Conférence des forces progressistes et anti-impérialistes des pays de la Méditerranée, s'est tenue à Rome du 9 au 11 avril 1968, avec la participation des partis et organisations suivantes: Algérie (Front de Libération Nationale); Chypre (Parti Progressiste du Peuple Travailleur de Chypre - Akel); Espagne (Parti Communiste d'Espagne - Organizaciones Frente - FLP - FOC - ESBA); France (Parti Communiste Français - P.S.U. Français); Grèce (Union Démocratique de Gauche - EDA - Parti Communiste Grec); Italie (Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne - Parti Communiste Italien); Maroc (Union Nationale des Forces Populaires - UNFP - Parti Communiste Marocain); Portugal (Front Patriotique de Libération Nationale); République Arabe Unie (Union Socialiste Arabe); Syrie (Parti Socialiste de la Renaissance Arabe - BAAS); Turquie (Parti Ouvrier Turc); Yougoslavie (Alliance Socialiste du Peuple Travailleur); et comme observateurs, Conseil Mondial de la Paix; Comité des Peuples Afro-Asiatiques.

Les participants ont examiné la situation politique de la région méditerranéenne, ainsi que son contexte international, et les modes de lutte et de collaboration commune dans l'immédiat et dans l'avenir.

Les succès de la lutte héroïque du peuple vietnamien ont mis en lumière les faiblesses de l'appareil militaire américain et les contradictions de la politique de force. Ils prouvent que les peuples peuvent mettre en échec la puissance américaine avec l'appui et la solidarité des partis socialistes, de toutes les forces progressistes et anti-impérialistes du monde. A l'intérieur des Etats-Unis, la lutte de la population noire et des forces progressistes contribue à ébranler les structures mêmes du système politique américain. La crise du dollar touche un des domaines les plus importants de l'économie impérialiste et rend plus évidentes les contradictions inter-impérialistes dans le monde.

Cependant, l'impérialisme américain n'abandonne nullement ses objectifs de domination, mais il se trouve confronté à une grave crise de ses méthodes et de sa politique.

Des nouvelles conditions de lutte, des perspectives nouvelles d'union et de lutte sont donc ouvertes aux diverses forces qui se battent pour l'indépendance, pour le progrès social, pour la démocratie, pour le socialiste, pour la paix.

La Méditerranée est aujourd'hui, avec le sud-est asiatique un des pivots de la politique agressive des Etats-Unis et de sa stratégie globale de domination.

Au Moyen-Orient, la tension provoquée par l'agression israélienne et par l'occupation de territoires arabes, vise à renverser les régimes progressistes arabes, et par là tend à instaurer un ordre politique garantissant les intérêts politiques et économiques des impérialistes.

En ce sens, la politique expansionniste du gouvernement sioniste d'Israël sert les objectifs impérialistes, elle s'insère dans le dispositif américain visant à assurer les conditions de sa domination en Méditerranée. Elle a été rendue possible par l'existence de l'OTAN et la présence militaire américaine en Méditerranée.

Le coup d'Etat qui a instauré en Grèce un régime fasciste et militaire, avec la participation des services secrets américains, les menaces à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de Chypre, l'appui militaire, économique et politique toujours croissant aux régimes fascistes d'Espagne et du Portugal et les dangers d'autoritarisme dans d'autres pays d'Europe occidentale, sont une expression frappante de la grave menace que constitue la domination impérialiste pour la liberté politique des peuples du bassin méditerranéen.

A l'approche de l'anniversaire du coup d'Etat du 21 avril 1967, la Conférence exprime sa solidarité envers la Résistance

unifiée du peuple grec et s'engage à apporter toute assistance politique et matérielle à sa lutte.

Elle réaffirme la nécessité de continuer et d'intensifier la collaboration de toutes les forces progressistes et démocratiques au mouvement anti-fasciste du Portugal et de l'Espagne.

La pénétration croissante du capital américain en Europe occidentale, le développement du néo-colonialisme en Méditerranée, tendent également à subordonner les peuples, à étouffer leurs aspirations au progrès social et à renforcer l'exploitation économique et sociale.

Les forces progressistes et anti-impérialistes qui participent à la Conférence de Rome estiment que leur tâche fondamentale est de lutter contre cette présence impérialiste et contre les menaces militaires, politiques et économiques qui en découlent.

Il existe dans la Méditerranée de nombreuses forces progressistes et anti-impérialistes qui, dans des conditions différentes, dirigent la lutte de larges masses populaires qui entendent décider librement de leur propre destinée et des conditions de leur progrès social. Il est indispensable que, dans la plus complète autonomie, ces forces se réunissent, resserrent toujours plus solidement des liens de compréhension réciproque et de collaboration, et qu'elles fassent converger leurs luttes contre l'ennemi commun, l'impérialisme américain, et contre les forces qui, dans chaque pays, collaborent avec lui.

Les forces progressistes et anti-impérialistes de la Méditerranée qui se réunissent pour la première fois à cette Conférence reconnaissent pleinement cette exigence et expriment leur volonté de collaboration dans la lutte commune.

La Conférence condamne l'agression israélienne du 5 juin 1967 contre les pays arabes, conséquence d'une politique ininterrompue d'expansion au détriment des peuples arabes et d'attaques contre les régimes progressistes du Moyen-Orient, agression et politique qui ont trouvé un encouragement et un appui dans l'impérialisme américain. Elle dénonce avec force la répétition des interventions armées d'Israël, sa volonté clairement affirmée d'annexer des terres arabes et sa répression dans les territoires occupés, notamment les représailles collectives; la Conférence exige le retrait immédiat, sans conditions, des forces armées israéliennes sur les

positions occupées antérieurement au 5 juin, conformément au principe que l'acquisition de territoires par la guerre est inadmissible; elle exprime sa solidarité envers la résistance légitime du peuple palestinien, et demande que la tragédie dans laquelle il a été précipité soit résolue sur la base de ses droits nationaux et de son droit à l'auto-détermination.

La Conférence se déclare pour la suppression des bases américaines et britanniques en Méditerranée, aussi bien dans le cadre de l'OTAN que des autres accords et traités qui lient des pays méditerranéens aux Etats-Unis; pour le retrait de la 6<sup>e</sup> Flotte et pour le non-renouvellement de l'accord américano-franquiste en septembre 1968 et, à l'échéance de 1969, du Pacte Atlantique, instrument essentiel de l'agressivité américaine en Méditerranée.

La Conférence soutient la lutte du peuple de Chypre pour se libérer de tout lien impérialiste et parvenir à son indépendance complète, son intégrité territoriale, sa souveraineté, le retrait de toutes les troupes étrangères et la démilitarisation de l'île.

La Conférence estime que la lutte internationale contre le fascisme, en Grèce, en Espagne et au Portugal doit être développée avec une nouvelle vigueur. Ces dictatures fascistes violent les droits élémentaires des peuples. Elles constituent en outre un instrument de la politique de force de l'impérialisme américain et trouvent dans cette politique leur principal soutien.

La Conférence souligne le caractère commun et convergent de la lutte des pays arabes pour se rendre maîtres de toutes leurs richesses nationales notamment pétrolières, et de la lutte pour de profondes réformes sociales dans les pays européens. Cette concordance, face aux conséquences économiques et sociales de la politique impérialiste constitue un facteur précieux d'unité et de coopération des ouvriers, des paysans, des intellectuels progressistes du Bassin méditerranéen.

Alors qu'un fossé toujours plus large sépare les pays industriels de l'Occident capitaliste des pays sous-développés, les participants se prononcent pour l'établissement entre les peuples méditerranéens de nouveaux rapports économiques basés sur une politique de saine coopération et d'aide effective, de prix rémunérateurs et stables des produits de base des pays sous-développés, dans la réciprocité des intérêts, l'égalité des partenaires et la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays intéressés.

La Conférence des parties progressistes et anti-impérialistes de la Méditerranée entend que cette mer devienne une mer de

paix, où chaque peuple puisse librement édifier son avenir.

C'est par la lutte contre l'impérialisme et notamment contre la présence de l'impérialisme américain, c'est par la mise en échec de ces objectifs, c'est par le retrait de son dispositif politique et militaire en Méditerranée que peut être atteint ce grand objectif qui représente l'espérance et la volonté des peuples. Telle est la condition préalable pour que puisse être ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire de la Méditerranée où la paix, l'indépendance seront garantis aux peuples d'une région devenue alors zone de paix et de coopération, dénucléarisée et désengagée, sans blocs militaires ni bases, dans la sécurité et l'amitié.

Par cette volonté de lutte, les partis participants à la Conférence entendent contribuer à la cause plus générale et qui leur est commune, des luttes de libération des peuples de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, pour une paix fondée sur le droit à l'indépendance de tous les peuples.

Les participants s'engagent à développer sur ces bases une action ample et multiforme, d'information, d'éclaircissement et d'analyse ultérieure devant les couches les plus larges de l'opinion publique et de mobilisation des masses, dans le but d'isoler toujours davantage et de mettre en échec l'impérialisme américain et ses alliés.

Les participants se félicitent de l'esprit d'amitié et de respect réciproque dans lequel la Conférence a travaillé. La Conférence s'avère une étape importante dans un processus au cours duquel les distances et les incompréhensions, qui découlent de l'histoire même de la Méditerranée, devront être comblées. Ce processus devra être étendu à d'autres forces qui partagent l'esprit et les objectifs de cette rencontre.

Les partis participants, tenant compte des résultats positifs de cette Conférence, souhaitent que la collaboration qui s'est manifestée pour la première fois au cours de celle-ci et les rapports qui s'y sont noués continuent au-delà de cette étape, sous les diverses formes correspondant aux nécessités et à la variété des situations, dans le plein respect de l'autonomie de chaque parti.

Il appartient aux forces progressistes et anti-impérialistes de faire face aux dangers présents en Méditerranée, avec pleine responsabilité et la conscience de représenter les intérêts des peuples méditerranéens. Elles peuvent mettre en échec les plans de l'impérialisme américain et créer ainsi des conditions de paix, d'indépendance et de progrès social. □

# Campagne bons de soutien

La campagne de bons de soutien pour notre journal bat maintenant son plein. Tous ceux qui désirent diffuser de ces bons, peuvent s'adresser au secrétariat fédéral P.S.U. de leur département.

Hâtez-vous avant le tirage.

1<sup>er</sup> PRIX : UNE VOITURE RENAULT R 4 L

2<sup>e</sup> lot Un meuble combiné stéréophonique  
3<sup>e</sup> lot Un réfrigérateur  
4<sup>e</sup> lot Un magnétophone.  
5<sup>e</sup> lot Un électrophone  
6<sup>e</sup> lot Un bateau pneumatique  
7<sup>e</sup> lot Une cirreuse  
8<sup>e</sup> lot Un électrophone  
9<sup>e</sup> lot Un aspirateur  
10<sup>e</sup> lot Un transistor  
du 11<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> lot Un rasoir électrique

du 21<sup>e</sup> au 30<sup>e</sup> lot Un réveil à piles  
du 31<sup>e</sup> au 40<sup>e</sup> lot Un sac de couchage  
du 41<sup>e</sup> au 50<sup>e</sup> lot Un matelas pneumatique  
du 51<sup>e</sup> au 60<sup>e</sup> lot Un lit de camp  
du 61<sup>e</sup> au 70<sup>e</sup> lot Un pèse-personne  
du 71<sup>e</sup> au 80<sup>e</sup> lot Un sèche-cheveux  
du 81<sup>e</sup> au 90<sup>e</sup> lot Un album de disques  
du 91<sup>e</sup> au 100<sup>e</sup> lot Un robot Marinette  
du 101<sup>e</sup> au 110<sup>e</sup> lot Un chauffe-plat

du 111<sup>e</sup> au 1.100<sup>e</sup> lot : un disque 45 tours ou un livre

Tirage le 1<sup>er</sup> juin 1968 — Date limite de retrait des lots : 30 juin



W. Gomulka et J. Cyrankiewicz : Un difficile équilibre.

## Pologne

# Après Gomulka

Harris Puisais

**M**éfions-nous de juger par analogie. Ce qui se passe en Pologne n'est pas exactement ce qui vient d'exister en Tchécoslovaquie. Ni le déroulement des événements, ni la situation actuelle, ni l'avenir ne sont exactement comparables. D'une part Gomulka n'est pas Novotny — et de loin — Sa force réside dans l'attraction qu'il exerce en dehors du PC, sur bien des citoyens polonais qui lui sont reconnaissants de son attitude antistalinienne, sous Staline, et qui considèrent encore que sa présence assure la garantie d'une politique plus libérale que pourraient appliquer ses futurs successeurs.

C'est pourquoi il y a en Pologne, le problème de l'après-gomulkisme. Et il n'est pas sans avoir pesé ces dernières semaines sur l'évolution des « Journées de Varsovie ».

Pour bien comprendre celles-ci et la phase politique où elles ont à ce jour mené la Pologne nous analyserons la première : les réactions du PC dès le 19 mars puis en second la lutte politique des diverses tendances au sein du gouvernement et leur conclusion provisoire.

### Le discours de Gomulka.

Le 19 mars les militants du PC de Varsovie furent convoqués pour connaître la position du Parti sur « les importants événements qui ont eu lieu en Pologne durant ces dix derniers jours ».

Le président Gomulka reconnut que la jeunesse étudiante du pays s'était dressée contre le pouvoir « trompée et entraînée dans une fausse voie par des forces hostiles au socialisme » et il lui opposa la sagesse de la classe ouvrière. Ainsi Gomulka entendait-il justifier les arrestations de professeurs et d'étudiants. Il y avait eu « complot intellectuel », le Parti devait être juge et appuyer le gouvernement dans la fermeté de ses réactions.

Gomulka exposa alors avec une grande franchise son interprétation des événements.

En premier : l'interdiction de la poursuite des représentations des « Aïeux » de Mickiewicz au théâtre Narodowy. Reconnaissons qu'il ne s'agissait là que d'un prétexte, les œuvres de Mickiewicz ont été publiées à 9 millions d'exemplaires, la 3<sup>e</sup> partie des « Aïeux » à 150.000 et la pièce jouée sous 17 mises en scènes différentes à travers la Pologne. Il est vrai que la nouvelle mise en scène était plus « provocante ». L'antitarisme de la pièce devenait facilement de l'antisoviétisme. On a sévi. On a interdit la pièce. A-t-on bien fait ? Je crois que non.

En second : la révolte de certains écrivains. Gomulka parlant de cette réunion cite les propos de Kisielewski : « lorsqu'on s'est fait taper sur la gueule pendant 22 ans il est étrange qu'on se vexe brusquement la 23<sup>e</sup> année » et note en passant que l'un des écrivains mis à l'écart No-

waczynski fut l'un des plus violents écrivains antisémites, « bouffeurs de juifs » de 1918 à 1940. Mais il est vrai et connu que depuis plusieurs années des professeurs et des étudiants se réunissent et critiquent le régime. A Varsovie, si les étudiants choisissent la révolte, ce n'est pas seulement parce que des « meneurs » les y entraînent, c'est aussi parce que là-bas comme ici ils ont à faire face aux problèmes de la civilisation de consommation, qu'un malaise règne parmi eux lorsqu'ils se posent le problème de leur avenir, qu'uneangoisse les étreint comme elle le fait pour toute la jeunesse du monde. Les mettre en prison n'est pas une bonne solution. Le dialogue avec le gouvernement devrait s'ouvrir, et la parution de la déclaration des étudiants dans la presse du PC était en ce sens un bon début, mais il fallait aller plus loin. J'ai cru après le 19 mars que Gomulka ferait ce pas en avant. Son discours le permettait. Il n'a pu le faire. Et c'est là que se pose une nouvelle question.

### L'anti-sionisme.

On a remarqué que presque tous les professeurs arrêtés ou révoqués étaient juifs. On a vite assimilé ce fait à « l'antisémitisme du gouvernement ».

Il est certain que le conflit du Moyen-Orient a eu des répercussions en Pologne. Et il est vrai (que mes amis juifs ne se hérissent pas) qu'un courant sioniste existe en Pologne dans les milieux d'opposition. Or, là où il se manifeste le sionisme est porteur de troubles. Et se défendre contre lui n'est pas faire preuve d'antisémitisme. Dans cette Pologne que l'histoire associera toujours au ghetto de Varsovie, des juifs ont pu par anticommunisme se laisser entraîner à une action violente. Là encore Gomulka et ses amis devraient faire preuve de compréhension et de mansuétude.

### Les catholiques.

Dans ce pays où 92 % des citoyens sont fervents catholiques, même s'ils sont communistes, l'Église tient un rôle à part. Il est vrai qu'elle a tardé à réagir et qu'elle n'a pas été l'instigatrice du mouvement de protestation. Le cardinal Wyszynski s'est félicité de « la maturité des étudiants polonais ». Il a annoncé la protestation officielle de l'épiscopat réclamant « un peu de vérité, un peu d'amour, un peu de justice » mais sans plus. Pourquoi ? Il y a bien une explication. Elle tient dans le manque de réaction des masses paysannes (en Pologne 83 % des terres sont propriétés privées) qui ont craint d'avoir plus à perdre qu'à gagner en soutenant les protestations des « gens de la ville ». Problème de génération ? Certes mais aussi problème économique. La classe paysanne est riche et Gomulka la rassure. Son discours sur ce point a tenté de modérer toute réaction de la paysannerie qui n'a point souhaité, elle, voir se poser le problème de l'après-

gomulkisme du vivant de Gomulka.

Et pourtant, les représentants catholiques, dits de gauche, le groupe Znak au Parlement, est en train de faire les frais du tour de vis gouvernemental.

### Les partisans.

Depuis plusieurs mois, animé par le général Moczar, un groupe dit des « Partisans » ne cesse en effet de voir grandir son influence. A l'origine, regroupement des résistants à l'oppression allemande, voire même à l'attaque soviétique de 1940, ce groupe aux vues pacifistes, semblait désirer vivre à l'écart de la politique. Mais peu à peu, une tendance plus jeune du Parti Communiste s'y intégra et les problèmes idéologiques y devinrent prédominants.

Ce sont les Partisans qui pensent plus que d'autres encore à la succession de Gomulka. L'un de ces membres me disait, il y a quelques mois, que sans changement dans sa direction le PC polonais ne garderait pas le pouvoir si Gomulka décédait.

Alors, par contre-coup à la « révolte » on assiste maintenant à une remise en ordre du P.C. Le président de la République Ochab (qui vota en 1948 contre Gomulka) démissionne, le président du Conseil, Cyrankiewicz, connu jusqu'ici comme peu libéral, se rallie au programme des partisans, mais s'il devient président de la République, le vrai pouvoir appartiendra au Silésien Gierek, ancien mineur en France, gaulliste notoire et présenté comme plus libéral. C'est peut-être pourquoi Kliszko qui longtemps parut être le dauphin de Gomulka, s'attaque maintenant aux catholiques en même temps qu'il demande un socialisme de dialogues et de réformes. On vilipende la bureaucratie comme si cela était un fait nouveau. Une lutte intense est ouverte.

Pour le moment Gomulka garde la direction du gouvernement mais bien des choses qui ont été dites ces semaines, vont continuer à germer. Varsovie se durcira-t-elle ou se libéralisera-t-elle ?

L'U.R.S.S. ne saurait tolérer que sous prétexte de recherche de « démocratie ouverte » le nationalisme l'emporte sur la solidarité du monde communiste. C'est pourquoi le Pacte de Varsovie va retrouver vie et ampleur alors qu'il y a quelques mois sa suppression était envisagée.

Disons qu'à Varsovie rien n'est encore joué et que tout dépend de l'attitude de Gomulka.

Je souhaite que contrairement à Novotny, l'homme honnête et juste qu'est Gomulka comprenne qu'il doit être l'homme du dialogue, de la discussion ouverte, de l'évolution vers un socialisme plus libéral. Et cela en dehors des passions partisans qui ne feraient, en réalité, si elle prenaient le dessus en Pologne, que servir la cause des ennemis du socialisme.

Faute de quoi, les hommes qui acceptent Gomulka aujourd'hui, se sépareront de lui demain pour un Dubrek polonais. □

## Bonnes feuilles

# Laminage continu

Pierre Belleville

*Il y a environ cinq ans, Pierre Belleville publiait un livre qui eut un grand retentissement, notamment dans les rangs syndicaux, par les questions qu'il posait et l'analyse qu'il proposait. On se souvient en effet d'« Une nouvelle classe ouvrière » (chez Julliard).*

*Toujours chez Julliard, à la fin du mois de mai, Pierre Belleville poursuivra son enquête avec un ouvrage au titre symbolique : « Laminage continu ». La situation lorraine, qu'il connaît fort bien et qui lui inspira une intervention très remarquée au dernier Conseil national du P.S.U., sera l'occasion d'un large tour d'horizon sur la mutation industrielle et ouvrière présente : concentrations, licenciements, etc.*

*Nous publions ici, en avant-première, des extraits de la postface relative à la fusion entre De Wendel et Sidelor (les intertitres sont de la rédaction de T.S.) Nous ne manquerons pas de revenir sur ce livre au moment de sa sortie en librairie.*

La fusion entre de Wendel, Sidelor et la S.M.S. vient d'être confirmée. Elle était prévue dans le plan gouvernemental de refonte de la sidérurgie; elle était une des conditions mises aux avantages consentis en juillet 1966. Il aura cependant fallu attendre dix-huit mois pour qu'elle se réalise. Encore doit-on constater que la structure qui résulte de l'accord reste relativement complexe; Sollac et Sacilor gardent — du moins pour le moment — une autonomie qui ne se justifie guère puisque à peu près toutes les parts de ces « coopératives » sont désormais réunies dans le même portefeuille, celui de de Wendel-Sidelor.

Techniquement, nous l'avons dit, la fusion n'était pas urgente ni même indispensable. La construction de Sacilor constituait une réponse commune des deux sociétés de Wendel et Sidelor à leurs problèmes de modernisation. A partir de cette unité de production neuve et de la Sollac, à partir de leur politique commune, chacun des partenaires avait pu prévoir sa réorganisation. Il n'y avait pas besoin de fusion juridique pour que l'on sache, dans les vallées, quels ateliers, quelles parties d'usines, quelles usines même, étaient condamnés. Les comptes avaient été faits par les patrons et aussi par les syndicats. L'intéressement de la S.M.S. à Sacilor, précédemment intervenu, avait permis d'étendre projets et préoccupation à cette troisième société. Les chiffres et les effectifs de production prévus pour Sacilor servaient ici ou là de base de comparaison. « Ici, disait-on, pour faire la même chose, il y a trois fois plus d'effectifs. Alors... » Et la carte des secteurs condamnés se dessinait inexorablement. La fusion, du moins pour une première période, ne modifie pas cette carte. Tout au plus permet-elle de prévoir que des « dégraissages » interviendront aussi dans les bureaux et les états-majors.

Le gouvernement, cependant, exigeait la fusion. Il voulait obtenir une simplification de la carte économi-

que. Il semble que la réduction du nombre des interlocuteurs soit pour lui, indépendamment des résultats techniques que l'on attend de la concentration, la condition d'une plus grande efficacité de sa pression politique, de son intervention dans l'économie. La fusion de trois sociétés lorraines fut donc inscrite dans le plan de juillet 1966.

### Le 1,5 % de De Wendel.

Les sociétés acceptèrent en principe. Les négociations, toutefois, révélèrent leurs réticences. Les plus vives furent celles de de Wendel. [...]

Les de Wendel étaient les plus importants des trois partenaires; moins importants cependant que les deux autres réunis; deux mille neuf cents milliers de tonnes d'acier par an, y compris leur part de la production Sollac, contre deux mille cinq cent soixante-dix à Sidelor (y compris sa part de la production Sollac) et mille sept cents à la Mosellane. Mais si, officiellement, la production de la Sollac devait être répartie entre ses actionnaires, officiellement chacun savait que les de Wendel y étaient majoritaires et que malgré la clause prévoyant la réunion des deux tiers des parts pour prendre les principales décisions, de par sa situation, son orientation générale, sa direction, la Sollac appartenait au groupe de Wendel. En comptant comme cela, l'équilibre se trouvait rétabli. Une autre manière de le rétablir était de refuser le troisième partenaire, cette Mosellane de Sidérurgie (S.M.S.) absente des précédentes opérations (Sollac et Sacilor). Les de Wendel voulaient discuter avec Sidelor seulement.

De très subtiles négociations occupèrent ainsi la fin de 1966 et pratiquement toute l'année 1967. Le gouvernement voulait qu'on aboutisse. Le groupe de Wendel ne cachait pas ses réticences mais acceptait la perspective offerte. Toutefois, n'étant pas demandeur, il posait ses conditions. Le groupe Pont-à-Mousson était moins bien placé pour imposer les

siennes. D'abord — nous l'avons dit — parce que la sidérurgie n'est plus le souci principal de la compagnie de Pont-à-Mousson. Le holding s'est éloigné de la conduite à court terme des usines lorraines. Sidelor (et — curieusement — c'est la seule grande société à avoir son siège social en Lorraine à Metz) a un peu l'air d'un enfant sans père. D'autre part, sur le terrain, la situation des usines appartenant à Sidelor, plus dispersées, était moins bonne que celle des usines de Wendel. La Mosellane, elle, frappait à la porte et devait, sous peine de mort, entrer dans la combinaison.

Les de Wendel pouvaient donc attendre. Ce qu'ils firent.

En novembre 1967, on apprit que Sidelor et la Mosellane avaient trouvé un moyen de sortir de l'impasse. Ils fusionnaient entre eux. Le journal régional annonça la chose comme faite. Secrètement faite. *Le Monde* fut plus circonspect et conjuga l'événement au conditionnel.

L'objectif poursuivi était évident. Réduire à deux le nombre des partenaires, c'était simplifier les termes de l'addition. Deux mille neuf cents milliers de tonnes d'un côté. Quatre mille trois cent quatre-vingt de l'autre. Le groupe de Wendel devenait nettement et visiblement minoritaire. Il aurait du mal à modifier en sa faveur un rapport de force aussi clairement inscrit dans les chiffres.

Bien qu'annoncée comme faite et bien que l'annonce n'ait jamais été démentie, cette fusion « probable » ne se fit pas. Le groupe de Wendel jeta tout son poids dans la balance. Il fit probablement savoir au gouvernement qu'il considérait la création d'un groupe Sidelor-S.M.S. comme un cas de rupture des négociations. On risquait d'obtenir, au lieu d'une grande coalition, deux blocs, définitivement séparés, incapables l'un comme l'autre d'atteindre la dimension internationale, jugée actuellement nécessaire; mais l'un de ces deux blocs pouvait se permettre d'attendre que l'autre, plus mal placé sur le terrain, s'essouffle.

Les conjurés durent reculer et finalement céder.

Un mois plus tard, on annonçait enfin la naissance de Wendel-Sidelor dont de Wendel et Cie détiendrait 50 % des parts. La vieille maison obtenait plus que cela : le poste de président pour Henri de Wendel et un des trois postes de vice-président pour Emmanuel de Mitry. On peut penser que le rapport de forces ne se détermine pas au niveau de ces emplois honorifiques. Ils conservent pourtant une certaine importance dans un contexte global... [...]

Minoritaire en poids de production, la maison de Wendel a donc obtenu l'égalité des parts et un léger avantage dans l'appareil de direction. En pratique, dans l'avenir, l'égalité des parts lui confèrera une incontestable supériorité.

En effet, les 50 % restants des actions de Wendel-Sidelor iront à une nouvelle société Sidelor-Mosellane, dont désormais la S.M.S. contrôlera

le quart. Comment ce quart sera-t-il représenté? Quelle politique suivra-t-il?

Les de Wendel se sont opposés jusqu'au bout à toute opération tendant à valoriser la S.M.S. Ce n'est pas une raison pour oublier qu'ils détiennent 10 % à cette société. Dix pour cent inutiles, tant que la S.M.S. était indépendante, mais qui deviennent aujourd'hui 2,5 % de Sidelor-Mosellane et par conséquent 1,25 % de Wendel se sont fait payer leur accord cent d'une entreprise, ce n'est rien du tout. Sauf si ce pour cent vient opportunément s'ajouter à cinquante...

### Les retombées.

[...] Le gouvernement voulait la fusion; il l'a imposée, mais les de Wendel se sont fait payer leur accord un bon prix. Ils ont obtenu, sinon d'avoir le contrôle du nouveau groupe, du moins d'y occuper une position dominante. Ainsi, non seulement la maison demeure, mais son empire grandit.

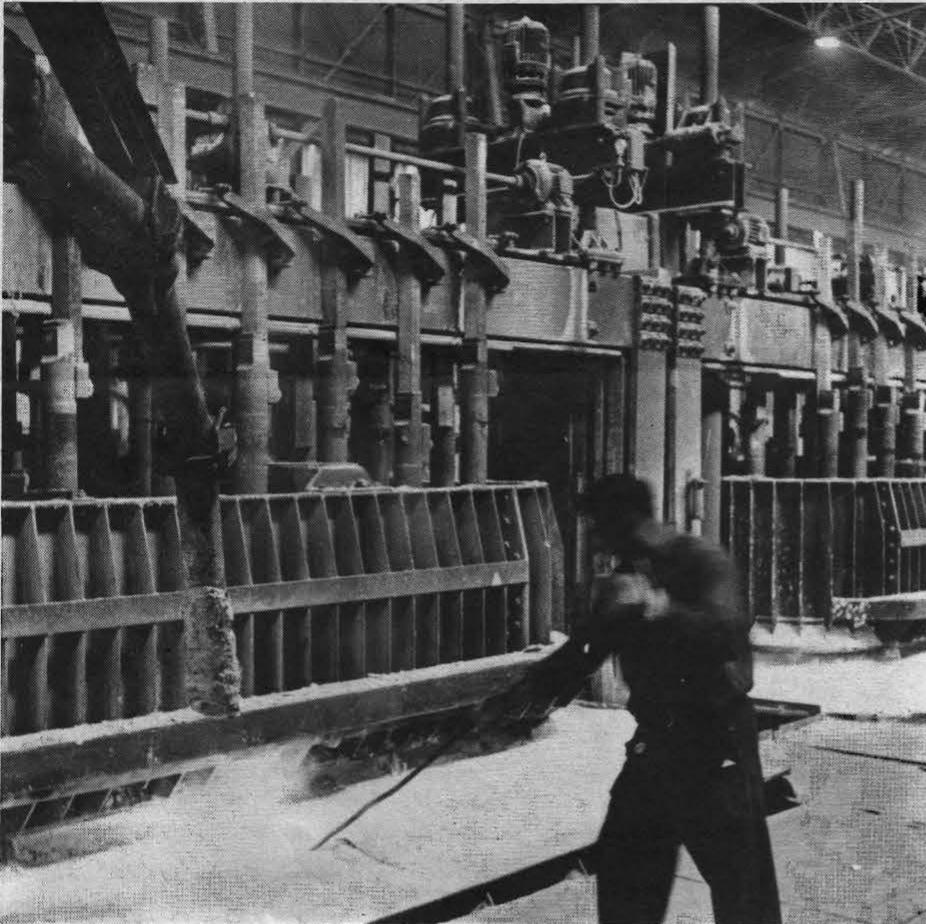
Le pouvoir toutefois s'éloigne de l'action industrielle. Le contrôle du groupe sidérurgique — si aucun changement n'intervient, si les cartes ne sont pas redistribuées à l'échelle des holdings — s'opère désormais au troisième degré. A de Wendel-Sidelor, de Wendel et Cie dispose de 50 % (plus un); à de Wendel et Cie « Les petits-fils de François de Wendel » sont majoritaires. Le dernier étage de l'édifice est encore plus loin qu'avant de la base industrielle. Affaire contrôlée par une famille peut-être encore. Affaire de famille certainement plus. Il est possible que l'éloignement grandissant entre les parts directement détenues par les cousins et l'industrie distendent les liens de famille et que désormais les libertés puissent se reprendre sur la pointe des pieds. Certains des intéressés l'espèrent. De toute façon, le holding n'est plus qu'un organisme familial de gestion financière dont les placements tendront, plus encore qu'auparavant, à se diversifier. La famille continue, la fortune de famille demeure unie (semble-t-il) mais ses attaches avec le terroir lorrain sont rompues. Son principal champ d'action, désormais, c'est la Bourse. [...]

\*\*

Cette concentration est moins lourde de conséquences à court ou à moyen terme que l'absorption de Lorraine-Escaut par Usinor. Le programme de modernisation de Wendel-Sidelor ne peut guère être différent de celui adopté précédemment (et secrètement, s'entend) par chacune des deux sociétés intéressées.

Ceci dit, les problèmes restent intacts.

La rétraction sur Sacilor et Sollac des activités principales coûtera beaucoup plus d'emplois qu'elle n'en créera. L'usine nouvelle a déjà recruté une partie de son effectif. Des



Les effets de la mono-industrie.

mutations ont eu lieu. D'autres suivront. Grâce à la fusion, les gens de la S.M.S. sont désormais aussi bien placés que les autres — ou du moins pas plus mal placés — pour bénéficier de ces mutations. Quand elles seront intervenues, quand Sacilor aura fait le plein et tournera, ceux qui travailleront encore dans les usines que l'on devine menacées ou condamnées sauront qu'il n'y a plus pour eux grand-chose à attendre de la sidérurgie lorraine.

Géographiquement aussi, une concentration s'amorce.

Les usines les plus menacées sont à Villerupt, centre sidérurgique proche de Longwy et, pour le département de la Moselle, dans le fond de la vallée de la Fensch et de l'Orne, là où les forges se sont installées il y a deux cent cinquante ans. Ce que l'on sait des projets du nouveau trust indique son intention de grouper vers la vallée de la Moselle les modernisations, les créations en aval destinées à pousser un peu plus loin la finition du produit. Dans les vieux berceaux de l'industrie et des grandes familles, il restera, à portée des mines, la partie la plus lourde, progressivement la plus vétuste, il restera les travaux les plus durs et les plus sales et les cités ouvrières vieillies.

Ce mouvement d'ouest en est, cette descente de l'industrie vers la large rivière isolera davantage le plateau minier qui se verra coupé de tout accès direct aux lieux de travail. Sur le plateau lui-même, les emplois disparaissent avec les mines. De Longwy à Auboué en passant par Villerupt, ce sont les usines accessibles aux mineurs sans qu'ils soient obligés de changer de domicile qui vont

demain s'arrêter ou réduire leur activité. Tout l'arrondissement de Briey sera alors devenu un désert industriel.

Telles sont les perspectives.

Actuellement, la menace la plus directe pèse sur Micheville, la deuxième usine de Villerupt qui appartenait à Sacilor, et sur les usines de Knutange de la S.M.S.

\*\*

Cela ne veut pas dire qu'ailleurs le climat soit bon.

Dans l'usine la plus moderne, on ne licencie pas, mais l'on « dégraisse ». C'est le terme officiel.

Dans chaque service, dans chaque section, y compris dans les bureaux, l'on procède à un réexamen détaillé de l'organigramme et l'on étudie la charge de travail de chaque employé. La consigne est de réduire partout les effectifs au plus strict minimum, d'abandonner toutes les marges de sécurité qui permettraient de faire face à un travail supplémentaire ou à une maladie. Des postes sont ainsi supprimés dont les titulaires sont versés dans un nouveau service baptisé lui-même « dégraisse ». Là, ils sont utilisés à des besognes diverses, voire prêtés pour quelques jours à leur ancien service s'il doit faire face à une situation imprévue ou si — tout simplement — il n'arrive pas au bout de ses tâches avec les effectifs qu'on lui a laissés.

Il n'y a pas de licenciement, simplement des gens mis à côté, aigris, inquiets, découragés, et que l'on pousse ainsi au départ, mais au départ volontaire. La convention sociale signée il y a six mois ne prévoit pas les cas de départ volontaire. Ceux qui s'y abandonnent n'auront

pas d'indemnité, pas de garantie de reclassement... La convention offre plus que n'offrait la Table Ronde des Mines de fer de 1963. Il reste au patronat bien des moyens de la tourner. L'organisation du découragement individuel, par des procédés comme celui du « dégraisse », est un de ces moyens.

Le découragement individuel est aussi une garantie contre l'action collective.

\*

Opérée dans un autre contexte, la fusion, même si elle avait provoqué à court terme les mêmes suppressions d'emplois, aurait été présentée et peut-être ressentie comme une preuve de vitalité de l'industrie locale, comme un gage d'avenir.

Dans l'ambiance de crise qui règne depuis deux ans, il n'a pas été possible de faire admettre cette version. Pour les ouvriers de la sidérurgie — mais pas seulement pour eux (la bourgeoisie messine partage ce point de vue) — la fusion s'inscrit dans la ligne des défaites économiques de la région. De Wendel-Sideler devient le premier groupe français, le quatrième groupe européen... La belle affaire! Qu'y a-t-il de changé, sinon les termes de l'addition? Qu'y a-t-il de changé, sinon que l'économie d'une région de quatre départements, de deux millions d'habitants dépend désormais de trois entreprises, l'une nationalisée et sans grande perspective, les Houillères du Bassin de Lorraine, l'autre, Usinor, ayant ses bases principales ailleurs, à Dunkerque et dans le Nord, et la troisième, bien que son potentiel soit concentré sur place, guignant vers la mer bleue et le golfe de Fos, même si le dernier rapport dont il est question dans les conversations entre initiés dit le contraire.

La fusion de Wendel-Sideler fait apparaître encore davantage la nudité des mono-industries, la vulnérabilité de leur personnel. Entre Longwy et Metz, il y a deux cent cinquante mille emplois, deux entreprises géantes, quelques dizaines d'autres, d'importance diverse, mais méritant d'être comptées, qui leur préparent le travail. Derrière, après les laminaires, rien, sinon une entreprise allemande de matériel agricole qui grandit au nord de Metz. [...]

#### L'impossible Lorraine.

Il n'y a pas assez de soleil dans cette région, ni non plus de neige skiable, et les cadres, paraît-il, ne veulent pas y venir. On s'attache à faire disparaître ce préjugé, on fait de savantes enquêtes pour savoir ce qu'ils veulent, à partir de combien de trous de golf une hospitalité devient digne d'eux.

Pourtant le climat, l'absence de loisirs pour les cadres et surtout pour leurs épouses sont plutôt des prétextes que des motifs réels.

Les industriels ne viennent pas en Lorraine, parce que durant toutes les années de l'expansion, c'est une perspective qui ne leur a été ni of-

ferte, ni suggérée, au contraire. La Lorraine leur a été présentée comme la région impossible, déjà occupée, où la main-d'œuvre et les salaires étaient élevés. Personne ne leur a parlé, par contre, du réservoir de main-d'œuvre féminine qui existait là, des jeunes qui allaient arriver sur le marché du travail.

Les investissements ne viennent pas en Lorraine parce que, paradoxalement, cette région industrielle n'offre pas les structures d'accueil nécessaires à l'industrie moderne. Elle a été équipée en fonction des besoins d'une production lourde aux progrès lents. Ce ne sont pas les terrains de golf qui manquent le plus, mais les services dont ont besoin les industries de pointe, les laboratoires universitaires par exemple. Et de façon générale, l'infrastructure tertiaire. Le réseau de transport lorrain a été développé pour les besoins de la structure industrielle existante, pour amener des matières premières et évacuer des produits demi-finis. La campagne menée en commun depuis 1964 par les dirigeants de la sidérurgie et les notables politiques pour obtenir un canal à grand gabarit faisant communiquer la Moselle canalisée et la Saône, joignant ainsi la mer du Nord et la Méditerranée avec la Lorraine, à mi-parcours, apparaît pour une bonne part une bataille d'hier. Le problème de demain, c'est celui du transport de marchandises légères, de la circulation rapide des techniciens, des télécommunications.

Autre paradoxe :

Cette région industrielle n'offre pas de main-d'œuvre qualifiée. [...]

Mais le manque de qualification de la main-d'œuvre locale n'est pas la seule raison pour laquelle les industriels se méfient d'elle. Nous touchons ici un autre paradoxe. Dans toutes les régions en crise, les travailleurs sont broyés entre les intérêts et les tactiques contradictoires de deux patronats. Celui qui est installé sur place protège et tente de prolonger ses profits en interdisant les implantations nouvelles. Cet aspect du malthusianisme économique du patronat français se retrouve notamment en Loire-Atlantique. On peut dire que plus les entreprises d'une région sont anciennes et en difficulté, plus elles résistent à des implantations nouvelles dont elles ne peuvent supporter la concurrence sur le marché de la main-d'œuvre. Plus elles sont en difficulté, plus elles doivent, pour ralentir leur déclin, protéger contre toute tentation de fuite prématurée les salariés qu'elles mettront bientôt sur le pavé. La sidérurgie l'a fait. La direction des H.B.L. aussi. La situation de mono-industrie, si préjudiciable à la longue, a été sciemment entretenue. Des écoles techniques auraient écréme l'armée de relève que devaient constituer les jeunes. Elles auraient ouvert des brèches dans les habitudes de la population à une époque

## □ Laminage continu

(Suite de la page 9.)

où la consigne patronale n'était pas encore, loin de là, d'encourager la mobilité. Des usines nouvelles employant une main-d'œuvre peu qualifiée n'étaient pas souhaitables. Des usines nouvelles employant une main-d'œuvre qualifiée étaient redoutées, car elles auraient privé les entreprises mono-industrielles de leurs meilleurs éléments.

Quant au patronat susceptible de prendre la relève, il craint l'héritage du passé. A Nantes ou Saint-Nazaire, les pouvoirs publics, les notables ont répété à l'envi que les ouvriers, en multipliant les actions de grève, quelquefois violentes, faisaient leur propre malheur, qu'ils décourageaient à l'avance les employeurs qui auraient été susceptibles de s'installer chez eux.

En Lorraine, les choses pourraient paraître différentes. La région avait en gros une réputation de calme. Cela n'empêcha pas les discriminations pour attitude politique de se produire. Il y a des coins plus ou moins bons. Il y a moins de deux ans, le directeur d'une des usines sidérurgiques en expansion déclarait qu'il ne reclasserait pas chez lui des ouvriers venant de Longwy, parce que les communes du bassin de Longwy se sont donné des municipalités communistes. Après la dernière campagne électorale, on a reproché aux électeurs de Hayange leur inconséquence : ils demandaient à des capitalistes d'investir chez eux et ils élisaient un député communiste...

Les mineurs de fer, eux aussi, ont mauvaise réputation... [...]

Les mineurs de charbon ne sont pas dans ce cas et, malgré leur grève de 1963, ils ne sont pas considérés comme des révolutionnaires. [...]

Les travailleurs de Lorraine, comme ceux d'autres régions en déclin, ont tout contre eux. Leur passé politique, leur passé syndical quelquefois, et le reste du temps leur passé de salariés tout simplement; les salaires qu'ils ont eus, ceux qu'ils ont revendiqués, les avantages qu'ils ont obtenus. Parce qu'ils les ont obtenus un jour, ils en ont l'habitude et ils vont chercher à les conserver. Le patronat les estime donc tournés vers le passé, inutilisables pour répondre au défi américain...

\*

\*\*

La crise lorraine pose la question d'un aménagement équilibré. Y compris de l'aménagement équilibré du potentiel de production. Elle pose la question de la continuité que doit nécessairement avoir une action économique. Elle rappelle que le capitalisme français, même rénové, est incapable de cette continuité.

La concentration de Wendel-Sidlor ne modifie pas ce constat d'échec. Au contraire. □

## □ Crise dans le bassin creillois

Depuis 1963, la situation de l'emploi ne cesse de s'aggraver dans le bassin creillois, qui présente la particularité unique de la double appartenance. Sur le plan administratif, il est, en effet, intégré à la Picardie, tandis que sur le plan économique, il est rattaché à la région parisienne. Et c'est cette décision aberrante des pouvoirs publics prise il y a quatre ans qui est à l'origine des difficultés énormes, et qui s'accroissent sans cesse, dans le domaine de l'emploi.

Car être rattaché à la région parisienne, cela signifie pour la région creilloise la désindustrialisation, le déséquilibre démographie-emploi, la migration des travailleurs, le chômage, l'asphyxie économique.

En quatre ans, nous avons assisté à la récession de quatre usines dont les deux plus importantes étaient : « Ponts et Travaux en fer » et l'entreprise de constructions métalliques « Daydé ». Huit cents emplois disparaissaient. A un moment, la population passait, de 35.110 habitants en 1961, à 56.500 en 1966, à 60.000 en 1967, pour atteindre bientôt 100.000.

Il existe aujourd'hui 2.000 chômeurs dans la région, sans compter les personnes qui, n'ayant pas encore travaillé et cherchant un em-

ploi, sont inscrites dans les services de la main-d'œuvre.

En 1962, la S.N.C.F. délivrait à Creil 500 cartes à des salariés travaillant à Paris. Aujourd'hui, c'est presque 5.000 travailleurs qui prennent chaque matin le train en direction de la gare du Nord.

Et cependant, le bassin creillois présente une vocation industrielle incontestable. Sa structure géographique, sa situation au point de convergence des régions couronnant au nord le district de Paris, sa gare de triage (la deuxième de France), l'Oise canalisée qui sera bientôt en mesure de permettre l'utilisation de péniches de fort tonnage, la bonne desserte des communications (fer, autoroute, sa route industrielle), son centre d'aviation d'affaires en font une zone à dominante industrielle dont l'expansion économique devrait être en progression continue.

Au lieu de cela, la dévitalisation s'accroît. On annonce aujourd'hui la fermeture à Montataire de l'*International Harvester France*, une usine à capitaux américains qui fabrique du matériel agricole. Sa rentabilité n'est pas contestée, son personnel est exceptionnellement qualifié. Mais elle n'échappe pas au courant : elle fusionne avec l'I.H.F. de Neuss, en Allemagne occidentale. Six cents salariés (ouvriers et cadres) seront jetés au chômage.

En liaison avec un Comité de défense de l'emploi, une bataille sérieuse s'engage. □

## □ Rudy Dutschke : un symbole

Même si cet attentat se révélait n'être le fait que d'un individu isolé, c'est la puissance capitaliste allemande qui est responsable et doit être dénoncée. Les 3.000 étudiants qui se sont précipités, dès que la nouvelle a été connue, devant le building du trust de la presse Springer, pour aller clamer leur indignation et leur colère, ne s'y sont pas trompés. Par ses calomnies et ses mensonges, le groupe Springer, près de 50 % du tirage de la presse fédérale, conditionne l'opinion publique et entretient l'animosité de la population à l'égard des socialistes, étudiants notamment.

Ce n'est pas un hasard si Rudy Dutschke a été visé. En effet, il s'affirmait depuis quelques temps, comme l'incontestable leader d'une authentique gauche socialiste.

Rudy Dutschke subissait des influences quelque peu contradictoires : imprégné des classiques marxistes, sa réflexion naviguait entre les pensées de Marcuse, Mao, Mandel... ces derniers temps, il tentait de dépasser cet amalgame idéologique, ainsi que celui du S.D.S., et était en passe de parvenir à une synthèse originale.

Les envoyés des E.S.U. présents à Berlin les 17 et 18 février derniers, lors du « Congrès Vietnam » avaient pu apprécier sa chaleur oratoire, sa farouche détermination d'aboutir et son incontestable popularité auprès de son auditoire.

Malgré la période de vacances, les E.S.U. ont appelé pour samedi 13 avril à une manifestation symbolique à Paris, avec d'autres organisations, afin d'exprimer solidarité et soutien à leurs camarades allemands lesquels ne désarment pas.

Depuis plusieurs jours, à travers toute l'Allemagne, les journaux de Springer se frayent un chemin difficile jusque vers les kiosques; les manifestations se succèdent et diverses autres formes d'action (dont les discussions avec les ouvriers) sont prévues d'ici à la fin de la semaine. En Allemagne de l'Ouest une nouvelle ère commence : celle de la contestation du confort abêtissant, des idées anticommunistes bien établies, des mythes de l'expansion; l'Allemagne ne retrouvera pas de si tôt son calme et sa bonne conscience. Cette flambee va faire apparaître le gouvernement « bon enfant » de Kiesinger sous son vrai visage : la répression sauvage s'accroîtra, l'interdiction du S.D.S. est dans l'air... Et si le mouvement s'élargissait ? Si les enseignants étaient gagnés ? Si le prolétariat endormi par des années de co-gestion, se détachait de la tranquillisante social-démocratie ? □

## INTER-LIVRES

38 - 40, AV. DES GOBELINS, PARIS-13<sup>e</sup>

commandez tout livre  
DISPONIBLE CHEZ LES EDITEURS

PAR TELEPHONE **535 - 08 - 46**  
OU PAR LETTRE

VOUS LE RECEVREZ DANS LES  
PLUS BREFS DELAIS PAR  
COURSIER OU PAR LA POSTE

**VOUS LE PAIEREZ MOINS CHER**

● 10 % DE REMISE IMMEDIATE ● PRIME  
DE FIDELITE ● PORT GRATUIT POUR  
TOUTE COMMANDE SUPERIEURE A 50 F  
(sinon port 2,50 F)

**VOUS LE PAIEREZ PLUS TARD**

SUR FACTURE REÇUE CHAQUE MOIS



L'un des frères du Président assassiné.

A.F.P.

## Conflits raciaux

# Le printemps est déjà chaud

Henry Rosengart

« Il ne doit pas y avoir d'hésitation, de timidité dans la protection des villes en danger. Les incendiaires et les pillards doivent être matés par une démonstration massive de la police et par des arrestations. » Cette déclaration n'a pas été faite par Johnson ou par le gouverneur raciste Wallace ; elle est extraite d'un éditorial récent du « New-York Times » — porte-parole des « colombes » — qui, face au danger mortel qu'encourt le « rêve américain », retrouve instinctivement les accents de la presse versaillaise lorsqu'elle stigmatisait, il y a un siècle, les Communards de Paris, autres « destructeurs de l'Ordre ». On peut parier que, loin d'en tirer les conclusions qui s'imposent sur la nature politique réelle des prétendues « colombes », la plupart des observateurs continueront à épiloguer sur leur « libéralisme ». L'équivoque ne date pas d'aujourd'hui : en démasquant les libéraux américains, c'est en effet toute une image des Etats-Unis qu'on risque de ternir.

### L'Histoire

Il suffit pourtant de parcourir les U.S.A., ou de jeter un regard un peu attentif sur l'histoire de ce pays — tout entière composée de violences internes, d'exterminations de popu-

lations, de répressions raciales et politiques, d'agressions constantes contre d'autres nations (plus de 45 interventions armées en Amérique latine seulement, de 1823 à 1965 !) — pour comprendre que :

1°) du sommet à la base de la hiérarchie sociale, les Américains (tout au moins ceux qui se sentent partie intégrante de la nation, soit 75 % environ de la population) se caractérisent d'abord par un nationalisme peu nuancé : ce qu'on prend par exemple pour un « progrès des forces pacifiques et progressistes » n'est, à une minorité universitaire près, que l'expression d'une forme un peu plus réfléchie de nationalisme ;

2°) ce qu'on appelle le « problème noir » n'est pas, comme on le croit communément, une « plaie » des Etats-Unis (sous-entendu : une maladie affectant un corps robuste, donc un mal guérissable) mais l'expression la plus profonde de la réalité américaine. Pour comprendre l'intensité de la crise actuelle, pour comprendre surtout que la constitution prochaine de « deux sociétés raciales, séparées et inégales » (termes employés par la récente commission présidentielle) ne saurait être empêchée que dans l'hypothèse utopique où, par un retournement unique dans l'histoire de l'humanité, des

possédants décideraient sincèrement de biffer d'un trait de plume ce qui a fait d'eux ce qu'ils sont, tout en se dépossédant délibérément d'une partie de leurs privilèges — pour comprendre l'impossibilité d'un tel espoir (même en supposant que les classes possédantes des Etats-Unis — c'est-à-dire, dans le contexte du conflit actuel, la majorité de la population blanche, classe ouvrière comprise — puissent entendre la « voix de la raison », cet espoir ne saurait prendre forme que si la guerre du Vietnam se termine rapidement...), il faut faire un retour en arrière. Il faut s'apercevoir ainsi que si l'« intégration » n'a jamais été tentée autrement qu'en paroles, c'est : d'une part parce que le racisme, élément historique déterminant dans le développement de la société américaine (la production de produits agricoles nécessaires à l'exportation, donc à l'acquisition de devises, donc au développement industriel des Etats-Unis n'a été en effet possible que grâce à l'utilisation de la main-d'œuvre servile), est demeurée partie indéracinée de la structure mentale de tous les membres participants de cette société. D'autre part — réalité économique qui, après la suppression de l'esclavage, ne pouvait que renforcer le racisme des ouvriers et des « pauvres blancs » — parce que les Noirs apparaissent, une fois « libres », comme une couche sociale concurrentielle sur le marché du travail : acceptant les plus bas salaires, ils ne pouvaient et ne peuvent encore trouver chez leurs camarades blancs qu'une opposition profonde.

### La profondeur raciale

3°) Cette tension, qu'on dit « raciale », est surtout *politique* : ce n'est pas en effet, comme lors de vrais conflits raciaux, aux Blancs en tant que personnes physiques que s'en prennent généralement les manifestants noirs, mais à la *propriété* de ceux qui les maintiennent dans le sous-développement. Ce sont les Blancs au contraire qui tendent à déclencher une guerre purement raciale (en conformité avec leur propre tradition), par l'intermédiaire d'une police et d'une armée qui, aux Etats-Unis plus que dans n'importe quel autre pays capitaliste (exception faite des anciennes colonies européennes) apparaissent pour ce qu'elles sont réellement : non pas les gardiens impartiaux de la paix sociale, mais les instruments d'oppression des classes dominantes ;

4°) la guerre du Vietnam n'est pas un accident dans l'histoire américaine, mais l'expression la plus habituelle de la politique adoptée par les Etats-Unis depuis leurs plus lointaines origines.

Même l'horreur de cette guerre n'est pas nouvelle. Des Indiens, exterminés systématiquement dès le XVII<sup>e</sup> siècle, on disait : « le seul bon Indien est un Indien mort » (« There is no good Indian, but a dead Indian ») ; les « marines » proclament aujourd'hui, comme un écho : « le seul bon Vietcong est un Vietcong mort ».

Actuellement, des centaines de milliers de Blancs s'arment fébrilement, car de leur propre aveu, les Noirs d'aujourd'hui sont les Peaux-Rouges d'hier... Et cependant, M. Toynbee, éminent historien britannique, affirmait tout récemment à propos du Vietnam qu'« au désarroi du monde entier, s'est révélé un aspect inattendu de l'Amérique ». Nous ne réléverions pas cette remarque si elle ne reflétait l'opinion de très nombreux publicistes et, à travers eux, une conviction enracinée dans l'opinion publique européenne, un mythe véritable qui n'est pas l'aspect le moins troublant de ce qu'on appelle le « phénomène américain ». Ainsi peut-on lire quotidiennement des propos attristés sur cette Amérique « dont on ne peut oublier le passé généreux » et qui se met aujourd'hui, on ne sait par quelle métamorphose, au ban de l'humanité. Ce mythe explique la stupeur de l'opinion devant les événements actuels. Il explique aussi que plutôt que de replacer la guerre du Vietnam ou le « conflit racial » américain dans une certaine « dynamique » que la vision globale de l'histoire des U.S.A. permet de saisir, on se perd dans des « explications » qui changent suivant les besoins où des événements aussi déterminants que l'extraordinaire réaction de Wall Street après les « oui » de Washington et d'Hanoï se trouvent avoir la même importance que le intrigue d'un Robert Kennedy, et au terme desquelles on finit par faire du président Johnson le seul responsable des malheurs de ce monde...

### Enfin le doute

Il n'est pas hasardeux d'affirmer que la crise américaine actuelle marque un tournant décisif dans l'histoire des U.S.A. La société américaine se met enfin à douter d'elle-même ; la confiance dans le dollar est perdue ; l'ombre de la défaite militaire apparaît de plus en plus clairement ; celle d'une nouvelle guerre de sécession surgit — une guerre plus cruelle que celle de 1861, qui ne pourra déboucher que sur la séparation ou le génocide. La mort du pasteur Luther King a sonné le glas de l'utopie libérale : loin d'éviter, ou même de retarder l'affrontement des communautés, la stratégie de la non-violence, par son échec fondamental, en a accéléré la venue. On nous promet un « été chaud » : personne ne doute de sa nécessité. Et s'il ne se passait rien ?... Ce serait une belle preuve de maturité politique que les « extrémistes » donneraient alors aux « libéraux ». Il reste certes peu de temps pour organiser les masses noires en groupes d'auto-défense, mais il importe de remarquer qu'une telle perspective entre dans les intentions d'un Stokely Carmichael qui, pour avoir récemment conseillé à ses frères de couleur de s'armer pour leur *défense* devant la menace de génocide qui pèse sur eux, s'est vu infailliblement accusé par la presse libérale de pousser les siens à la fureur aveugle ! □

## Notre société

# Lecture pour tous

Claude Wohrel

**D**E récentes enquêtes démontrent que le livre demeure encore quelque peu anachronique. En France, on s'est aperçu que 56 % des Français ne lisaient rien, si ce ne sont des « romans-photos »; en Italie après un démarrage foudroyant le marché du livre de poche semble saturé car il ne dépasse guère les limites de la classe cultivée. Face aux moyens de communication de masse, à l'information audiovisuelle, le livre ne devrait-il pas au contraire devenir l'antidote à cet assaut permanent et permettre à l'individu de se retrouver dans un choix libre? Par ailleurs, il est symptomatique de constater que, dans la quasi-totalité des plans de rénovation et d'urbanisme (le schéma directeur de la Région parisienne en particulier) autant la satisfaction des besoins de la population semble vouloir être étudiée, autant la « lecture publique » apparaît toujours comme « parent pauvre » de la culture. Quel est le rôle des bibliothèques de prêt? Quel est leur avenir? C'est à quoi nous tentons de répondre.

### Les bibliothèques de prêt

C'est en 1945 que fut créée la Direction des Bibliothèques de France et de la lecture publique. Il était prévu la mise en place d'une *bibliothèque centrale* de prêt par département : il en existe aujourd'hui 39 (au lieu de 95). Parallèlement à ce réseau il en existe un autre relevant directement des conseils municipaux (Paris, cas particulier ne relève pas de ce système) : les *bibliothèques municipales*. Ces centres (600 en France) ont un budget et un personnel municipal et sont contrôlés par l'Inspection générale des Bibliothèques. Elles s'appuient quelquefois sur un réseau de bibliothèques urbaines et de succursales de quartiers, pour la construction desquelles l'initiative appartient aux villes. Les bibliothèques municipales possèdent ainsi 80 succursales et 21 bibliobus, Bordeaux, Toulouse et Lyon étant les mieux dotées.

L'aide de l'Etat aux bibliothèques municipales n'est pas permanente : elle prend la forme de subventions, soit en espèces, soit sous forme de livres. En 1967, le total s'élevait à 699.450 francs, mais moins de la moitié va à la lecture publique, le reste étant consacré soit à des achats d'ouvrages d'études ou de recherches, soit à la restauration d'ouvrages anciens. On peut affirmer que le taux de ces subventions est de 35 %, taux infé-

rieur à celui qui est accordé aux maisons de la culture ou aux équipements sportifs.

### Les lacunes

L'une des plus importantes est le pourcentage d'inscrits. Moins de la moitié de la population concernée (27 millions) a la chance ou le désir d'être mise en contact avec quelque forme que ce soit de bibliothèque. Les statistiques, par la force des choses sont très imprécises dans ce domaine. On peut cependant considérer comme un maximum, l'hypothèse selon laquelle 2 à 4 % de la population adulte et 50 à 75 % de la population scolaire (soit moins de 10 % de la population concernée) seraient clients des bibliothèques centrales de prêt. Quant aux bibliothèques municipales, la Direction des Bibliothèques admet que les succursales et les bibliobus en service représentent environ le septième des besoins à satisfaire. En résumé et en mixant l'ensemble des réseaux, les statistiques les plus optimistes font apparaître un pourcentage de lecteurs, par rapport à la population totale de 4,6 %. Le chiffre correspondant en ce qui concerne l'étranger serait de 20 % pour les Etats-Unis, 40 % pour le Canada, 31 % pour le Danemark et l'U.R.S.S.

### Les obstacles

C'est dans la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle que la France a manqué le départ du mouvement en faveur de la lecture publique qui se développait alors dans les pays anglo-saxons. La France avait certes des bibliothèques municipales, mais la plupart étaient constituées à partir d'ouvrages anciens saisis à la Révolution, et ce fonds original ne s'enrichissait qu'au hasard de legs d'un érudit local. Par la force des choses, lettrés, universitaires, juristes ou curieux, constituèrent donc l'essentiel de la clientèle; les magasins furent privilégiés aux dépens de la salle de lecture; les heures d'ouverture ne convenaient qu'à ceux qui disposaient de vastes loisirs, les bibliothécaires enfin se consacraient tout naturellement à la plus haute érudition. Ils auraient pensé déchoir en conseillant un lecteur profane, et considéré comme plus scandaleux encore d'ouvrir grandes les portes du temple, voire de chercher à y attirer le passant désœuvré. On voudrait être sûr que les constatations qui précèdent ne peuvent en aucun cas être écrites au présent.

Il serait cependant inexact d'expliquer seulement la situation présente par la sociologie de la France ou par



Collombert

l'histoire. Un choix politique des gouvernements ou des collectivités locales, aurait été suffisant pour que naquit une véritable lecture publique : malgré les sollicitations de l'administration des bibliothèques, ce choix ne s'est guère manifesté. Dans la mesure où le livre, pour une large part de la population, est avant tout une denrée scolaire, liée dans le passé à des exercices parfois rébarbatifs, et dans le présent à des bâtiments solennels et vétustes, le refus de la lecture risque d'apparaître comme le gage de la liberté, comme le témoignage d'une maturité enfin conquise qui méprise la leçon de l'écriture pour ne se fonder que sur celle des choses.

### Les possibilités

Si donc l'histoire, la sociologie et certains facteurs psychologiques ont détourné la France depuis si longtemps, de la voie de la lecture publique, est-il souhaitable, possible aux prix d'investissements énormes, d'essayer de l'y faire entrer maintenant?

Effort personnel d'enrichissement, habitude qui ne se perd pas, la lecture est condition de toute promotion sociale.

La lecture permet d'atténuer les différences; à une époque de mutations et de recyclage, elle donne à l'éducation permanente son sens et sa portée.

Il ne faut pas se dissimuler enfin que le besoin de lecture est général, quoi que puisse faire croire un examen superficiel. Dès que des hommes pleins d'imagination unissent leurs efforts, le résultat est rapide. A Bordeaux pour une population de 285.000 habitants, 589.747 prêts, soit

sur place, soit à domicile. A Tours, pour une population de 110.000 habitants 491.000 prêts, soit 4,6 par habitant (à Paris 1,12). A Sarcelles enfin où le besoin était particulièrement aigu, c'est une personne privée qui a pris l'initiative de prêter des livres à domicile : cette initiative encouragée par l'administration et la municipalité, a rencontré un immense succès : en deux ans le nombre de prêts a triplé.

Il n'est que grand temps pour les pouvoirs publics de se pencher sur l'extension des bibliothèques. A Paris, où chaque arrondissement est comparable à une grande ville de France, une seule bibliothèque (celle du 18<sup>e</sup> arrondissement) a été modernisée. Si au Danemark, l'étude du budget fait apparaître une dépense annuelle par habitant de 17,5, en France elle est de 0,65... En 1966, M. Pompidou déclarait au « Figaro Littéraire » que « tout est à faire dans ce domaine ». Depuis des groupes de travail se sont penchés sur le problème. A court et à long terme des propositions ont été émises (publicité à l'O.R.T.F., sensibilisation de l'opinion...). Aucun de ces groupes n'a estimé utile de prévoir la participation des habitants à la gestion même des centres de lecture. Une fois de plus le prestige va battre son plein, l'autosatisfaction éclater, mais l'abonné à une bibliothèque n'aura son mot à dire. Quand donc sonnera le glas de ces réformes insuffisantes? Quand donc le simple citoyen pourra-t-il enfin s'exprimer à tous les niveaux? Ce serait peut-être le moyen le plus rationnel mais il demande un sens de la démocratie qui manque à ceux qui nous dirigent.

## Livres

## Nizan par ses lettres

André Laude

Longtemps enfermé dans un ghetto d'ostracisme par le P.C.F. et les intellectuels qui lui sont liés, Paul Nizan reprend peu à peu sa place dans les rangs des écrivains essentiels du XX<sup>e</sup> siècle. Amorcé par l'essai d'Ariel Guinsbourg publié aux Editions Universitaires qui jetait les bases des travaux nécessaires pour arracher à l'ombre l'œuvre et la figure de l'auteur d'*Aden Arabie*, cette remise en ordre s'est poursuivie depuis (1). Dans ce sens, ce volume marque une étape nouvelle.

Plus que d'autres, Nizan est actuel par la violence de sa révolte, par sa rage de destruction antibourgeoise, par la rigueur de sa réflexion politique, par les couleurs insurrectionnelles de son écriture. En soixante pages d'une densité de pensée exceptionnelle, Jean-Jacques Brochier retrace non seulement l'itinéraire humain, terrestre de Paul Nizan, mais encore il jette les bases d'une analyse en profondeur du philosophe, du militant, de l'écrivain, en un mot de l'intellectuel communiste que fut, et ne cessa jamais d'être Paul Nizan.

La violence chez Nizan était à la hauteur de sa révolte devant le fait qu'il était un enfant du « vieux monde » haï. Sans mésestimer le romancier pur, chez Nizan triomphe toujours le pourfendeur des idées abhorrées, haine dont témoignent les *Chiens de garde*, essai dans lequel il réduit en miette les philosophes, maîtres à penser de sa jeunesse, tel Bergson. Livre capital, qui garde son efficacité dans la mesure où, aujourd'hui encore, la philosophie demeure un moyen d'auto-défense de la société capitaliste. Nizan démonte superbement les rouages des mécanismes de pensée proposés

aux générations des années 30, et dénonce les fausses recettes proposées aux jeunes gens avides de transformations.

Nizan fut un intellectuel communiste exemplaire. Ce livre en témoigne on ne peut mieux, avec des textes comme « Les enfants de la lumière » ou « Note-programme sur la philosophie ». Romancier, son œuvre fut nourrie par son abondante activité de journaliste « sur le tas ». Nizan n'a cessé de fonder sa réflexion qu'à partir du terrain du concret, vérifié et vérifiable. Marxiste non dogmatique, ses recherches et sa réflexion concernant la littérature et ses rapports avec la révolution socialiste devraient alimenter tout débat sur ce sujet, aujourd'hui.

Lui-même ouvrit les voies d'une littérature authentiquement « engagée », qui se situe au pôle opposé de celle accouchée par les bureaucraties djdanoviens.

Une image trop froide de Nizan a été proposée au public, celle d'un homme réduit à la seule intelligence, d'une sorte de mécanique intellectuelle parfaitement huilée. Cette image n'est pas juste. Nizan fut aussi un être profondément ouvert, sensible à la réalité quotidienne, attentif aux autres. Sa correspondance en apporte les preuves irrécusables.

● *Paul Nizan, intellectuel communiste. Ecrits et correspondance 1926-1940. Présentation de J.-J. Brochier. Cahiers libres 104-105. Ed. François Maspéro, 288 p., 18,80 F.*

(1) Voir numéro spécial de la revue « Atoll ».

banlieue immédiate de Paris, « vanne d'alimentation de la capitale en eau et énergie », siège de nombreux établissements de recherche scientifique, le « Schéma Directeur » va en faire le centre d'approvisionnement de la région parisienne, touché par le RER, siège d'une ville nouvelle comme Créteil, etc. Quels sont en conséquence les problèmes des Val-de-Marnais ?

C'est une riche matière qu'analyse ce livre réalisé en liaison avec le Centre d'Etudes Economiques et Sociales du Val-de-Marne.

● *Françoise Billaudot : « L'installation des services extérieurs de l'Etat dans un nouveau département de la Région Parisienne. L'exemple des Hauts-de-Seine ». — P.U.F., 86 p., 9 F.*

Ce petit opuscule à côté des textes officiels sur la réforme de 1964, présente de manière rapide et complète un exemple de « décentralisation administrative à l'intérieur de la Région Parisienne en soulignant les difficultés de l'opération.

## NOTRE SOCIÉTÉ

● *Gabriel Mignot et Philippe d'Orsay : « La Machine administrative ». Editions du Seuil, coll. Société ; 144 p., 6 F.*

L'administration c'est un peu la tarte-à-la-crème, on la voue en enfer et la porte aux nues. Mais qu'est-ce donc exactement ? Son statut, ses coûts, ses réformes ? Ph. d'Orsay et G. Mignot (lequel n'est pas seulement le président de l'ADELS) nous le disent avec un rare bonheur d'expression.

● *Gilbert-Dreyfus : « Origines et devenir de la médecine » — Calman-Lévy, 245 p., 12,70 F.*

Brossant un bref et brillant historique de la science d'Hippocrate, Gilbert-Dreyfus nous convie surtout à nous inquiéter d'une médecine qui se technocratise et détermine la notion de solidarité humaine à laquelle on doit toujours ramener l'acte de soigner. Aux médecins comme aux malades d'infirmier ou de confirmer les appréhensions de l'auteur !

## ETATS-UNIS

● *Daniel Guérin : « Le mouvement ouvrier aux Etats-Unis — 1867-1967 ». Petite coll. Maspéro, 175 p., 6,15 F.*

De l'auteur on n'a pas oublié le désormais classique « Où va le peuple Américain ? ». Dans ce petit livre nous retrouvons ses qualités d'intelligence mises au service d'une cause qu'on a trop tendance à négliger : celle des travailleurs américains.

● *Claude Julien : « Le Canada, dernière chance de l'Europe ». Edit. Grasset, 326 p.*

Six millions de Canadiens français peuvent-ils cohabiter avec douze millions de Canadiens anglais ? L'économie étant pour plus de 10 p. 100 entre les mains des Etats-Unis, garderont-ils pour eux les immenses ressources de leur sous-sol ? La réponse à cette question déterminera dans une large mesure l'avenir des relations entre l'Europe et les Etats-Unis.

● *Ronald Steel : « La Pax Americana ». Ed. Buchet-Chastel, 371 p.*

Dans son best-seller américain, Ronald Steel explique les origines de « l'Empire américain », comment il s'est développé, comment il est devenu insupportable aux peuples qu'il domine en prétendant les aider : « aux yeux du monde, la valeur de l'Amérique ne se mesurera pas aux solutions qu'elle cherche à imposer aux autres, mais à la preuve qu'elle aura donnée de son aptitude à réaliser ses idéaux dans son propre pays ».

## TIERS MONDE

● *Philippe Devillers : « Ce que Mao a vraiment dit ». Stock, 193 p., 17 F.*

Devant tant d'entreprises hagiographiques une mise au point par un grand spécialiste des questions asiatiques.

● *Wilfred Burchett : « A nouveau la Corée ». Maspéro, 188 p., 12,30 F.*

Le problème coréen est essentiel si l'on veut comprendre la stratégie américaine en Asie. Burchett compte parmi les meilleurs connaisseurs du problème, il a par ailleurs un beau talent de journaliste, ce qui ne gâte rien.

● *Jean Chesneau : « Le Vietnam ». F. Maspéro, petite collection, 191 p., 6,15 F.*

Historien de l'Indochine, J. Chesneau nous donne là un ouvrage de base. A lire par tous les militants.

## SESSION D'ETUDES

Samedi 27

Dimanche 28 avril 1968 à POISSY

« Stratégies des forces socialistes en Europe face à l'impérialisme américain. »

Ouverte aux militants et sympathisants de la région parisienne.

Renseignements et inscriptions à la Fédération de Paris.

● « Au cœur du Vietnam », F. Maspéro.

Un album de photographies de Pic avec une courte préface de J.-P. Sartre.

● *Jean-Pierre Alem : « Juifs et Arabes 3000 ans d'histoire ». Grasset, 383 p.*

L'auteur entend nous prouver qu'il y a une vérité juive, comme il y a une vérité arabe et que les grandes puissances ne sont pas pour rien dans l'antagonisme qui oppose ces deux vérités. On peut discuter à perte de vue de la thèse, elle s'appuie en tout cas sur un solide dossier historique qui apporte de nouvelles nuances à notre connaissance du conflit judéo-arabe.

● *Hans Suyin : « La Chine en l'an 2001 ». Edit. Stock, 303 p., 15 F.*

Sans être marxiste, l'auteur, sachant combien est déraisonnable la politique occidentale, est anxieux de nous faire connaître comment la Chine voit ses problèmes et son rôle dans le monde.

● *Luis Mercier Vega : « Mécanismes du Pouvoir en Amérique Latine ». Edit. Universitaires, 230 p.*

Il y a sur ce continent des sociétés, des nations, des Etats, donc des structures, des mécanismes, des pouvoirs. Il s'agit d'en faire l'inventaire, de les décrire, de s'efforcer de trouver leurs caractéristiques en restant le plus possible en contact avec des faits et des phénomènes originaux.

## REFORMES COMMUNALES

La revue « Correspondance Municipale » vient de publier un numéro consacré aux Réformes communales (1).

L'intérêt de ce numéro réside dans le fait qu'il apporte des éléments de réflexion débordant le cadre étroit de mesures administratives.

Dégageant les perspectives d'une réforme communale il fait également état du problème des impôts directs locaux et formule un certain nombre de suggestions sur l'adaptation des méthodes d'action communale. Ce chapitre pour une vie locale plus démocratique, ne manquera pas d'intéresser les lecteurs de T.S.

En annexe, outre une étude de sociologie (l'élu local à l'épreuve du changement) et un schéma de structure de l'aménagement urbain, on trouvera une note sur les partis politiques devant la réforme communale, avec en particulier une proposition de loi (peu connue) du groupe communiste, au Sénat, sur les communautés d'agglomération.

(1) N° 83 (Numéro spécial) - 68 pages. Prix : 5 F. C.C.P. Paris 13 942-51. 94, rue N.-D.-des-Champs, Paris.

responsable politique  
êtes-vous

BIEN ÉQUIPÉ ?

L'homme d'aujourd'hui est sollicité sans cesse par des messages d'information, de propagande ou de publicité, qui s'appuient sur les derniers progrès techniques de duplication. De son côté l'information syndicale, pour atteindre son but, a besoin d'un équipement moderne, rapide et sûr. A l'intention des responsables, Gestetner a mis au point une ample documentation, véritable tour d'horizon des procédés modernes de duplication, stencil et offset. Les méthodes, les matériels, leurs rendements, leurs applications y sont clairement confrontés. D'utiles conseils sont également inclus pour l'établissement des documents et pour la gravure des stencils ou plaques. Demandez le Cahier n° 337 à GESTETNER, 71, rue Camille Groult, 94 - VITRY. Tél. 482.47.85.

## A lire

## REGION PARISIENNE

● *André Bussinger : « Le Val-de-Marne — un million de citoyens 94 », 400 p., 220 photos, 24 cartes — 59,80 F.*

Sodep-Editions, 6 ter, rue Escoffier, 94-Charenton — Tél. 368-35-79.

Ce département représente le 1/3 de la

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

La permission

## Décentralisation culturelle

# Culture en péril

Bernard Sizaire

Caen, avril 1968

UN grand vaisseau désert, mélancoliquement échoué entre la Société générale et la Chambre de commerce, c'est le Théâtre Maison de la Culture (TMC) planté au milieu du quartier des affaires de Caen. A l'intérieur tout est trop calme : quelques murmures du côté de la cafétéria, tandis que les tableaux des peintres hollandais contemporains attendent stoïquement les visiteurs. Sur le parvis, les panneaux annonceurs de spectacles sont vides et le resteront jusqu'au 22 avril. Ce sont les vacances, mais c'est aussi la crise (\*).

La juxtaposition des mots Théâtre et Maison de la Culture exprime clairement l'ambiguïté d'une entreprise reflétée dans l'édifice lui-même. L'unique salle de 1.000 places occupe la plus grande partie de la maison et la présence de 2 balcons, justifiant l'existence de trois tarifs, crée une diversification sociale regrettable. L'absence de salle pour le théâtre d'essai contraint le Directeur Jo Tréhard à des prodiges d'ingéniosité. La cafétéria et les clubs sont réduits à la portion congrue.

### Culture et théâtre municipal

Tout vient de ce que la municipalité a d'abord envisagé la reconstruction du Théâtre municipal détruit en 1944. En 1962, le ministère des Affaires culturelles proposa d'y créer une Maison de la Culture; le maire accepta et pendant une saison et demie Théâtre municipal et Maison de la Culture coexistèrent sous une direction unique. En 1964, M. Louvel, sénateur-maire centriste, président-directeur de la Compagnie générale d'électricité, estimant que le Théâtre était trop influencé par la Maison de la Culture fit éclater une première crise. Il était alors logique que la Municipalité renoncât à la Maison de la culture. Au contraire, c'est le Théâtre municipal qui fut abandonné et en 1965, le T.M.C. devint avec l'accord de la Municipalité une des premières Maisons de la Culture de France. Pourquoi cette solution apparemment si contraire à la volonté d'un maire qui multiplie au Sénat les attaques contre les maisons de la culture? Dans une première phase, que nous appellerons « électorale » la ville de Caen a joué le jeu de la cohabitation pour ne pas brusquer certains courants qui se manifestaient dans la ville et pour obtenir plus facilement la participation financière de l'Etat (30 % pour le gros-œuvre et 40 % pour les fini-

tions). Après la crise de 1964, la Municipalité comprit qu'en acceptant que l'institution devienne iniquement une Maison de la Culture, elle obtiendrait de l'Etat à titre de fonctionnement, une participation financière accrue qui devait lui permettre alors de diminuer ses propres subventions de 32 millions par an. De plus jouant sur le fait qu'elle avait consenti l'effort principal dans la construction du bâtiment dont elle est propriétaire, elle obtenait du ministère des Affaires culturelles des statuts qui minorisent le rôle du directeur et de l'assemblée générale accordaient à la ville de Caen des pouvoirs exceptionnels qu'elle renforçait encore dans la Convention qu'elle vient de dénoncer.

### Sous le signe de l'ambiguïté

« La crise est permanente, nous dit Jo Tréhard directeur du T.M.C. Elle a connu des phases multiples allant de la suppression de la subvention municipale à la Troupe du T.M.C., à l'interdiction de placer en ville panneaux et calicots annonçant nos manifestations. On a utilisé à notre égard pressions, calomnies et allusions personnelles.

En réalité le T.M.C., comme toute entreprise qui remet en question certains principes fondamentaux est gênante pour une municipalité qui voit en elle une agression permanente.

La crise caennaise est en germe dans toutes les villes où une Maison de la Culture est créée sous le signe de l'ambiguïté. Cette ambiguïté résulte de l'imprécision de la définition doctrinale de l'Etat qui n'a pas voulu apparaître comme trop dirigiste et de l'absence de compréhension des municipalités. Quant aux animateurs coincés entre ces deux pouvoirs ils sont gênés par l'imprécision de leur mission et la fragilité de leur financement (les statuts n'assurent, ni ne prévoient aucun volume de financement). Six mois de préavis suffisent aux municipalités pour dénoncer les statuts, récupérer les bâtiments et en faire des théâtres municipaux. L'Etat n'a rien prévu pour se préserver de cela.

Dans la situation particulière de Caen, il a eu tort d'accepter des statuts rédigés par la ville qui accordaient à celle-ci un contrôle exorbitant du fonctionnement et de la gestion. Alors qu'il s'agissait d'infléchir les statuts-type dans un sens démocratique, l'Etat sous prétexte que



Un équipement polyvalent.

Collombert

l'édifice n'avait pas été construit selon la règle de la parité, a accepté des statuts renforçant les pouvoirs d'une municipalité qu'il savait hostile dans sa majorité au principe des Maisons de la Culture.

Malgré tout cela le Conseil d'administration du T.M.C. où les amis du Maire s'étaient taillés la part du lion, a toujours accepté à l'unanimité les programmations que je lui ai soumises. Et pour la première fois cette municipalité homogène s'est divisée le 29 février dernier sur le problème du T.M.C. : 9 coéquipiers de M. Louvel ont refusé de dénoncer la Convention liant la ville au T.M.C. »

### Distractions et divertissements

« Le principal argument invoqué par le Maire est que nous ne procurons pas assez de distractions et de divertissements. Pourtant d'avril 1963 à février 1968, nous avons présenté 10 pièces lyriques totalisant 44 représentations. Dans la même période nous avons accueilli 10 pièces de boulevard et organisé 39 spectacles de variétés.

On a prétendu également que nous étions une annexe de l'Université.

On a dit enfin qu'il n'y avait personne au T.M.C. Nous avons plus de 12.000 adhérents au 30 juin 1967. Près de 118.000 personnes ont assisté aux 220 spectacles de la saison dernière. Par contre nous avons dû renoncer à des projets, abandonner des activités pour des raisons financières.

En fait c'est une guerre d'usure qui nous est imposée. En nous remettant constamment en question c'est notre imagination créatrice qu'on cherche à mutiler, c'est le moral de l'équipe qu'on cherche à saper. En refusant

depuis deux ans d'augmenter nos crédits, malgré les propositions gouvernementales, en supprimant les subventions à la compagnie c'est, dans la meilleure des hypothèses, à la stagnation qu'on nous condamne. Or pour nous toute stagnation est un fléchissement. L'inévitable augmentation de nos prix l'an prochain fera régresser notre influence dans les milieux modestes. C'est par la démolition et l'asphyxie financière qu'on veut nous abattre.

La municipalité proposera sous peu une nouvelle convention à l'association. L'acceptera-t-elle et les animateurs s'en satisferont-ils? Aurons-nous un théâtre sans âme et une association sans local? Pour notre part, nous serions prêts à accepter le partage de l'édifice, dans la mesure où l'intégrité de la Maison de la Culture serait nettement et loyalement réaffirmée. Ce serait revenir à la situation de 1964 avec cette différence que je ne cautionnerai plus l'activité du Théâtre municipal. S'agirait-il alors d'activités parallèles ou contradictoires? »

(\*) Voir T.S. n° 366.

● **L'ATMC** : L'association des amis du TMC (1.500 adhérents) vise à établir des relations permanentes entre la Maison de la Culture et son public. Si son objectif principal est aujourd'hui de défendre le TMC elle n'en adopte pas moins à son égard une attitude critique et parfois revendicative, réclamant entre autre une gestion plus démocratique et des mesures destinées à associer plus profondément les adhérents aux activités de la Maison. Elle vient de lancer une pétition intitulée « Pour sauver le TMC ».

● **La gestion** : L'assemblée générale de l'association composée de membres titulaires (30 personnes contre 200 à Bourges) n'a jamais été réunie. Depuis un an l'association n'avait plus de président. Il y a un mois, le docteur Debelle a accepté la présidence pour tenter de dénouer le conflit



« Eclairage intime » d'Ivan Passer.

## Cinéma

# De Prague à Varsovie

Jean Collet

*Du nouveau à l'Est, oui bien sûr, mais pas seulement dans le secteur des réformes politiques et économiques, l'art également bouge, et c'est tant mieux et c'est logique !*

Jean Collet est un critique cinématographique de grande classe. Il a notamment publié une étude sur Jean-Luc Godard (aux éditions Seghers). Nous lui avons demandé de nous parler de ce qui se passe à l'Est du côté du 7<sup>e</sup> art, sujet qu'il connaît en orfèvre.

« Je n'aime pas les films ambigus dont la fin est un compromis, qui embrasent plus qu'ils ne peuvent étreindre. J'ai une prédilection pour les « petits » films qui comme par hasard ont du poids, qui font penser qu'ils sont plus importants qu'ils n'en ont l'air à première vue. »

C'est un jeune cinéaste tchèque qui parle. Il est l'auteur d'*Eclairage intime*. Son nom est Ivan Passer. Cette « prédilection pour les petits films », c'est la marque évidente de tout le jeune cinéma tchèque. Un jeune homme pas très dégourdi va travailler pour la première fois dans un libre-service. On le charge de surveiller, en douce, les clients. Pendant ce temps, la caméra de Forman le regarde, lui. Et c'est l'*As de pique*. Une attention scrupuleuse aux détails, aux gestes ordinaires de la vie, aux mots de tous les jours. Un humour surprenant, qui jaillit à chaque plan d'une certaine distance que

la caméra prend par rapport aux personnages. Pas de héros. Pas question de s'identifier à quelqu'un que l'on admire. Pas d'ironie non plus. Les gens qu'on filme sont peut-être dérisoires. Mais en même temps ils nous émeuvent. Cet équilibre de l'émotion et de l'humour qui fit le succès des *Amours d'une blonde*, c'est le secret des jeunes cinéastes tchèques.

Surtout, le cinéma tchèque révélait en France des êtres vrais. Soldats, ouvriers, parents maladroits, usines et bals, tout était pris dans une vie que l'on sentait authentique. Aucun souci de construire une intrigue, une action. Des soldats vont au bal. L'un d'eux enlève son alliance pour inviter une fille. L'alliance tombe de sa poche, roule sous la table où sont justement les filles. Il va la chercher à quatre pattes. Cette scène des *Amours d'une blonde* renouait avec un comique de situation dont nous avions perdu le goût depuis bien longtemps.

### Prophétiser le politique.

Cette légèreté était stupéfiante pour un « cinéma de l'Est ». Si nous savions vraiment voir les films, nous saurions que le cinéma est un extraordinaire révélateur des civilisations, qu'il est toujours en avance sur les événements politiques, parce qu'il est un jeu, parce qu'il mobilise l'imaginaire, il est toujours plus ou moins prophétique.

Par exemple, aujourd'hui nous nous étonnons de voir en même temps les étudiants de Prague et de Varsovie, de Rome et de Nanterre manifester. Mais dès 1966, il apparaissait clairement que les jeunes cinéastes du monde entier, sans se connaître, parlaient des mêmes drames, posaient les mêmes questions. Il est extraordinairement significatif que le film tchèque de Schorm « *Du courage pour chaque jour* » ressemble comme un frère au film d'un jeune Canadien français Gilles Groulx, *Le chat dans le sac*. Ce dernier film m'avait fait découvrir le problème du Québec bien avant le fameux voyage de De Gaulle. Et pourtant à travers deux sociétés radicalement différentes le malaise profond était le même dans les deux films : un jeune homme qui ne croit plus aux idéologies, qui se cherche un idéal, qui empoisonne la vie de la fille qui l'aime, et qui finalement se retrouve seul avec son inquiétude.

### On veut vivre.

On trouverait exactement la même démarche dans les films polonais de Skolimowsky : *Walk-over, la barrière*. A travers l'observation des petits riens de la vie quotidienne, on se demande où va la vie. On ne veut plus être dupe des grands mots, des idées. On veut vivre. On s'aperçoit que tout est à apprendre.

## Décentralisation culturelle

Du 14 au 21 avril, à Dieulefit (Drôme) « l'Association pour le développement de la Culture et des Arts » organise une série de rencontres. Au programme notons entre autres : exposition de lithographies contemporaines, Colette Magny, théâtre avec Marivaux, Ionesco et Courteline, concert du quatuor Parrenin, journée en faveur du Vietnam, soirée Lorca, etc. Nous rendrons compte de cette intéressante expérience.

A Villeparisis, le Centre Culturel Municipal (114, av. Ambroize-Croizat) présente une exposition de tableaux de Vasarely et Yvaral.

### THEATRE DANS LA VILLE

Devant la maquette du Théâtre de la Ville (1) Jean Mercure, animateur et directeur, a présenté la saison 1968-69 : « Le théâtre comme la culture étant pour nous inséparables de l'idée de fête, le Théâtre de la Ville ne limitera pas son activité à offrir quatre grands spectacles dramatiques par saison, il présentera chaque jour, à 18 h. 30, un spectacle « para-théâtre » d'une heure sans entracte... »

La première saison s'ouvrira avec « *Beaucoup de bruit pour rien* », de Shakespeare, adaptation de François Victor Hugo, mise en scène J. Lavelli. Nous reviendrons sur cette réalisation.

(1) Place du Châtelet.

Un autre point commun de tous ces films, c'est la critique de la société de consommation. Oui, même en Tchécoslovaquie ou en Pologne, les cinéastes sentent que leur pays s'achemine vers les mêmes mythes, les mêmes modèles de comportement qu'en France ou en Amérique : la voiture, l'érotisme. Skolimowsky s'attaque à « la voiture », et en Yougoslavie, Makavejev s'occupe de l'érotisme avec *Une affaire de cœur*.

En Hongrie plus encore qu'à Prague ou à Varsovie, on tente de regarder en arrière, de parler enfin de l'époque stalinienne, de recoudre les morceaux d'une conscience déchirée. C'est le même parti-pris de lucidité.

Mais ce réalisme, cette inquiétude, cette lucidité n'excluent pas la poésie. Ni la fantaisie. Avec ses deux premiers films, Vera Chykieova pourrait bien exprimer toute l'ampleur du renouveau : dans *Quelque chose d'autre*, elle peint la vie de deux femmes, une championne d'athlétisme et une mère de famille. Noir et blanc. Regard documentaire. Sécheresse du trait. L'émotion naissait de cette dureté, de cette nudité des choses. Dans *Les petites marguerites*, on a encore deux femmes. Mais on est à l'opposé du documentaire. En pleine fantaisie. En plein rêve. L'écran se charge de lourdes obsessions, de couleurs violentes. C'est peut-être par cette tendance à peindre désormais l'imaginaire que le cinéma d'Europe centrale participe au grand courant du jeune cinéma occidental. Skolimowski rejoint Godard. Partis du réalisme le plus direct, ces cinéastes témoignent de leurs pays à travers leurs hantises, leurs cauchemars. Il faut accueillir leurs œuvres sans idées préconçues, sans étiquettes. En elles jaillit un grand souffle de liberté. Elles n'ont pas fini de nous surprendre. □

## Opération « 50 millions de Grenoblois »

Le 19 avril, à 21 heures, Claude Glayman animera un débat sur « l'expérience municipale de Grenoble » au Cercle Culturel « Plaisir de connaître » de Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise), salle Boret, 2, rue de Sartrouville. Une signature de livre est prévue au terme de cette réunion.

Selon le même principe Claude Glayman sera l'hôte du CES de Calais le 2 mai, le 3 mai il sera à Lille l'invité d'un club de la ville, le 9 mai à La Celle-St-Cloud aux côtés de Michel Rocard et le 28 mai au CES de St-Brieuc. □

## La guerre des Belges :

### Entretien avec A. Du Roy

La Belgique aussi est à l'ordre du jour, voici deux mois qu'elle traverse une crise profonde qui remet en cause les fondements mêmes de son organisation politique. Un récent article de T.S. décrivait brièvement les principaux aspects de la situation. Rappelons les faits. A l'origine, l'affaire de Louvain et le brusque réveil de la querelle linguistique. C'est à la fin janvier 1968, à la suite de la décision du conseil académique de l'Université catholique de Louvain de maintenir un enseignement français dans cette ville flamande que, brutalement, les passions se ravivent. La hiérarchie catholique se divise, le parti social-chrétien, le plus important du pays, éclate en deux formations, l'une flamande, l'autre wallonne et M. Van den Boynants, premier ministre et leader d'une formation gouvernementale, le P.S.C., désormais divisée, ne peut que donner sa démission. Le roi, après l'échec de toutes les tentatives de médiation, se voit contraint d'appeler le pays à de nouvelles élections générales. Elles ont lieu le 31 mars et deux aspects marquent les résultats : recul des trois grands partis, le parti social-chrétien perd 8 sièges, le parti socialiste 5 et le parti pour la liberté et le progrès 1 ; progression des formations fédéralistes, Valksunie flamande, Rassemblement wallon et Front démocratique des francophones à Bruxelles. Mais aucun parti n'ayant su présenter d'alternative à la crise et aucune majorité gouvernementale n'ayant pu encore se dégager, la Belgique demeure dans l'impasse. Aussi, pour mieux présenter les différentes données du problème belge, avons-nous demandé à M. Albert Du Roy de répondre aux questions de T.S. Originaire de Bruxelles et spécialiste de la question, il est journaliste à Europe n° 1 et auteur d'un livre publié récemment aux éditions du Seuil, « La guerre des Belges » (\*).

Q. — *La Belgique a déjà connu de graves crises révélant le conflit entre les communautés flamandes et wallonnes. Comment situez-vous celle-ci ? N'est-elle qu'une péripétie ou bien l'aboutissement d'une longue évolution ?*

R. — « La crise actuelle est une péripétie et non un aboutissement. En effet, il n'est pas certain qu'elle résolve définitivement le problème des rapports entre Wallons et Flamands. En tout cas, c'est une péripétie plus déterminante que les autres. Elle a deux origines. Tout d'abord, le

conflit linguistique marqué par l'énervement des Bruxellois francophones, la déception de beaucoup de Wallons à l'égard du pouvoir central et les revendications toujours plus vives des flamands. Ensuite, le fait que la bourgeoisie bruxelloise tienne les rênes de l'économie et de la politique. Trop longtemps, elle a voulu ignorer les complexes des Flamands et des Wallons. Ainsi, le Premier ministre a mis la crise linguistique « au frigidaire » selon sa propre expression et ceci pour deux raisons. Il l'estime secondaire et difficile à régler. »

Q. — *Vous avez évoqué le problème économique. Pouvez-vous mieux préciser la situation en ce domaine ?*

R. — « Le fait essentiel est la prédominance d'une capitale hypertrophiée qui n'a pas reconnu l'existence de régions et de différences entre elles. La région des Flandres appartient au groupe germanique, elle a le sens du travail et de la discipline. En majorité catholique, le parti social-chrétien y est majoritaire. En outre, les travailleurs sont généralement moins combattifs. C'est une région qui attire les capitaux étrangers. La Wallonie, elle, a des structures économiques vieillies et surtout l'industrie charbonnière est en crise. »

Q. — *Mais des mesures économiques ont été prises pour remédier au déséquilibre régional. Ont-elles obtenu quelques résultats ?*

R. — « La politique régionale, de l'avis des Wallons, est fondée non sur les besoins réels des deux communautés, mais sur le souci de maintenir l'égalité entre les Flamands et les Wallons ; elle ne peut alors qu'accentuer les différences entre les deux régions.

La bourgeoisie a complètement ignoré la situation de la Wallonie jusqu'à Noël 1960. Déclenché à l'origine dans toute la Belgique contre la loi unique de redressement financier du gouvernement Eyskens, le mouvement de grève générale de décembre 1960 devient progressivement une grève wallonne posant le problème wallon. En mars 1961, André Renard ancien secrétaire général de la Fédération générale des Travailleurs belges, le syndicat socialiste, fonde le Mouvement populaire wallon, et il affirme « si demain le fédéralisme était instauré, nous pourrions avoir un gouvernement du peuple et pour le peuple. »

Autre fait marquant de la politique économique belge et cristallisant



Albert Du Roy dans son bureau d'Europe I.

sant l'opposition entre Flandre et Wallonie, l'affaire SIDMAR, ce complexe sidérurgique construit depuis 1962, près de la mer, dans la région de Gand. Le choix d'un investissement aussi considérable s'explique par des raisons techniques et économiques mais aussi politiques. Aucune des trois grandes formations politiques ne pouvait s'y opposer : le P.S.C. étant en majorité flamand, le P.S.B. cherchant à étendre son influence dans cette région et le parti libéral représentant les milieux d'affaires. Seul, le M.P.W. s'y est opposé. »

#### Les prochains rebondissements

Q. — *Revenons à l'aspect plus proprement politique de la crise. A l'issue des élections de mars, quelle vous semble être la solution ?*

R. — « Il est vraisemblable que l'on s'achemine vers la constitution d'un pacte national semblable à celui qui a réglé en 1958 la querelle scolaire. Mais les difficultés sont plus grandes car les intérêts électoraux des partis sont distincts. Le P.S.C. doit de plus en plus tenir compte de la Valksunie et le P.S.B. du Rassemblement wallon, expression politique du M.P.W. Le goût du risque manquant aux milieux politiques belges, le pacte sera-t-il suffisamment original pour résoudre le problème ?

Pourtant, la position des fédéralistes rencontre certaines limites, ils n'ont que 37 députés sur 212 et ne présentent aucune alternative cohérente. Le mouvement flamand est fondé sur le droit du sol et s'accommode de l'Etat belge et du pouvoir économique pourvu qu'il les domine. Les Wallons, quant à eux, sont à la

recherche d'un Etat. Les premiers veulent une frontière, les seconds un pouvoir de décision. De surcroît, ni les uns ni les autres ne sont d'accord avec les Etats fédérés, tandis que les Wallons incluent les affaires économiques, les Flamands les excluent. Enfin, si un fédéralisme à trois est institué, les Bruxellois ne demeureront-ils toujours pas à la tête de la Belgique ? »

Q. — *Mais à terme, la construction d'une Europe fédérale n'est-elle pas la seule solution aux problèmes actuels de la Belgique ?*

R. — « Certainement, mais toute la difficulté pour la Belgique est de trouver une solution intermédiaire. L'unitarisme ne peut plus être, le fédéralisme ne peut pas encore être. A l'heure actuelle, il s'agit de reconnaître l'existence de deux nationalités, Mais aucune solution ne s'impose, il faut trouver la moins mauvaise. »

★

Mais en attendant la construction d'une Europe intégrée bien hypothétique, du reste que sera-t-elle ? libérale ou socialiste ? l'analyse de la situation montre qu'une solution durable au problème belge passe par une transformation des structures économiques et politiques du pays. Seul, l'Etat par une planification élaborée et contrôlée par les régions et non par les grands trusts comme cela était le cas jusqu'à présent, peut promouvoir une politique d'aménagement du territoire en fonction des besoins. C'est du reste la position du M.P.W.

(Propos recueillis par Didier Hüe).

(\*) Aux Editions du Seuil. Coll. « L'Histoire immédiate ». 240 p., 15 F.